

**VERS L'INTERDICTION COMPLÈTE
DES MINES ANTIPERSONNEL**

**CONFÉRENCE INTERNATIONALE
DE STRATÉGIE**

**3 AU 5 OCTOBRE 1996
OTTAWA, CANADA**



**TOWARDS A GLOBAL BAN
ON ANTI-PERSONNEL MINES**

**INTERNATIONAL STRATEGY
CONFERENCE**

**OCTOBER 3-5 1996
OTTAWA, CANADA**

Canada

DOCS

CA1 EA 96T53 EXF

Towards a global ban on
anti-personnel mines :

International Strategy Conference,
October 3-5 1996, Ottawa, Canada -
52504597

CONTENU

COMMUNIQUÉ

BIOGRAPHIE DU MINISTRE AXWORTHY

« VERS L'INTERDICTION COMPLÈTE DES MINES ANTIPERSONNEL » :
CONFÉRENCE DE STRATÉGIE INTERNATIONALE

LE CANADA ET LA CRISE MONDIALE DES MINES TERRESTRES

LES MINES ANTIPERSONNEL ET LE DÉVELOPPEMENT

ACTIVITÉS DE DÉMINAGE DES FORCES CANADIENNES À L'ÉTRANGER

INFORMATION À L'INTENTION DES MÉDIAS

PARTICIPANTS À LA CONFÉRENCE

CALENDRIER DES ÉVÉNEMENTS MÉDIATISÉS

PLAN DU CENTRE DE CONFÉRENCES DU GOUVERNEMENT



Communiqué

Le 1^{er} octobre 1996

N° 178

LE CANADA SERA L'HÔTE D'UNE CONFÉRENCE SUR LES MINES ANTIPERSONNEL

Le ministre des Affaires étrangères, M. Lloyd Axworthy, a annoncé aujourd'hui que le Canada sera l'hôte d'une conférence de stratégie internationale sur les mines antipersonnel, qui aura lieu à Ottawa du 3 au 5 octobre.

« La semaine dernière à l'Assemblée générale des Nations unies à New York, j'ai été l'hôte d'une réunion de pays désireux de faire avancer le dossier des mines antipersonnel. J'ai été frappé par l'ampleur du mouvement contre ces armes effroyables, a affirmé M. Axworthy. Cette conférence est unique en son genre, car elle traitera, d'une façon intégrée, de tous les aspects de la question : l'interdiction, le déminage et la réhabilitation des victimes. Je suis persuadé que nos consultations permettront d'établir de solides bases pour l'élimination des mines antipersonnel », a-t-il ajouté.

La conférence réunira, sous le thème « Vers l'interdiction complète des mines antipersonnel », des représentants d'environ 70 gouvernements, organisations non gouvernementales (ONG) et organismes internationaux ainsi que des Nations unies. L'objectif de cette conférence est de sensibiliser davantage les gens à la crise des mines antipersonnel et d'orienter l'action internationale, régionale et nationale vers une interdiction complète.

Les gouvernements seront représentés par de hauts responsables, et nombre de délégations devraient inclure des représentants d'ONG travaillant dans le domaine des mines antipersonnel. Le ministre Axworthy, le ministre de la Défense nationale, M. David Collenette, et le ministre de la Coopération internationale et ministre responsable de la Francophonie, M. Pierre S. Pettigrew, y représenteront le gouvernement du Canada.

Le gouvernement du Canada organise cette conférence en collaboration avec Mines Action Canada, coalition représentant 37 ONG oeuvrant dans les domaines du développement international,



de la paix, de la santé publique, des droits de la personne et de la foi.

- 30 -

On trouvera le calendrier préliminaire des événements médiatisés en annexe.

Pour de plus amples renseignements, les représentants des médias sont priés de communiquer avec :

Catherine Lappe
Directrice des Communications
Cabinet du ministre des Affaires étrangères
(613) 995-1851

ou avec le :

Service des relations avec les médias
Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international
(613) 995-1874

Ce document est également disponible au site Internet du
Ministère : <http://www.dfait-maeci.gc.ca>



L'honorable Lloyd Axworthy
Ministre des Affaires étrangères

M. Lloyd Axworthy a obtenu un baccalauréat du United College — maintenant l'Université de Winnipeg — en 1961, une maîtrise en science politique de l'Université Princeton en 1963 et un doctorat de la même institution en 1972.

Il a été professeur de science politique à l'Université de Winnipeg de 1965 à 1967 et de 1969 à 1979, et directeur de l'Institute of Urban Studies de cette université de 1969 à 1973.

En juin 1973, il a été élu député (libéral) de la circonscription de Fort Rouge à l'Assemblée législative du Manitoba; il a été réélu en octobre 1977.

Élu pour la première fois à la Chambre des communes en mai 1979, M. Axworthy a été réélu dans la circonscription de Winnipeg-Fort Garry en 1980. De 1980 à 1984, il a été ministre de l'Emploi et de l'Immigration, ministre responsable de la Situation de la femme et ministre des Transports.

De 1984 à 1992, M. Axworthy a occupé diverses fonctions, dont celles de critique de l'opposition officielle pour l'expansion industrielle régionale et la Commission canadienne du blé, de critique pour le commerce et de critique pour les affaires extérieures. Il a également rempli les fonctions de président du groupe de travail de son parti et du Comité du caucus libéral sur la politique économique, de président du Comité du caucus libéral sur les affaires extérieures et la défense nationale et de vice-président du Comité permanent de la Chambre des communes sur les affaires étrangères et le commerce extérieur.

M. Axworthy a été nommé ministre des Affaires étrangères le 25 janvier 1996. Il faisait déjà partie du Cabinet où il occupait le poste de ministre du Développement des ressources humaines et de ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest depuis le 4 novembre 1993. Pendant cette période, il a aussi été membre des comités du Cabinet sur la politique du développement social et sur la politique du développement économique, et il est toujours membre de ce dernier comité.

M. Axworthy est marié à Denise Ommaney. Ils ont trois enfants.



« VERS L'INTERDICTION COMPLÈTE DES MINES ANTIPERSONNEL » : CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE STRATÉGIE

Du 3 au 5 octobre 1996, des représentants d'environ 70 gouvernements, organisations non gouvernementales (ONG) et agences humanitaires internationales se réuniront à Ottawa pour la première Conférence internationale de stratégie sur les mines antipersonnel.

Le ministre des Affaires étrangères du Canada, M. Lloyd Axworthy, sera l'hôte de la Conférence, qui est organisée par le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI) avec l'aide de Mines Action Canada, une coalition nationale d'ONG affiliée à la campagne internationale pour interdire les mines terrestres. Les gouvernements participant à la Conférence seront représentés par des hauts fonctionnaires et les séances seront présidées par un cadre supérieur du MAECI.

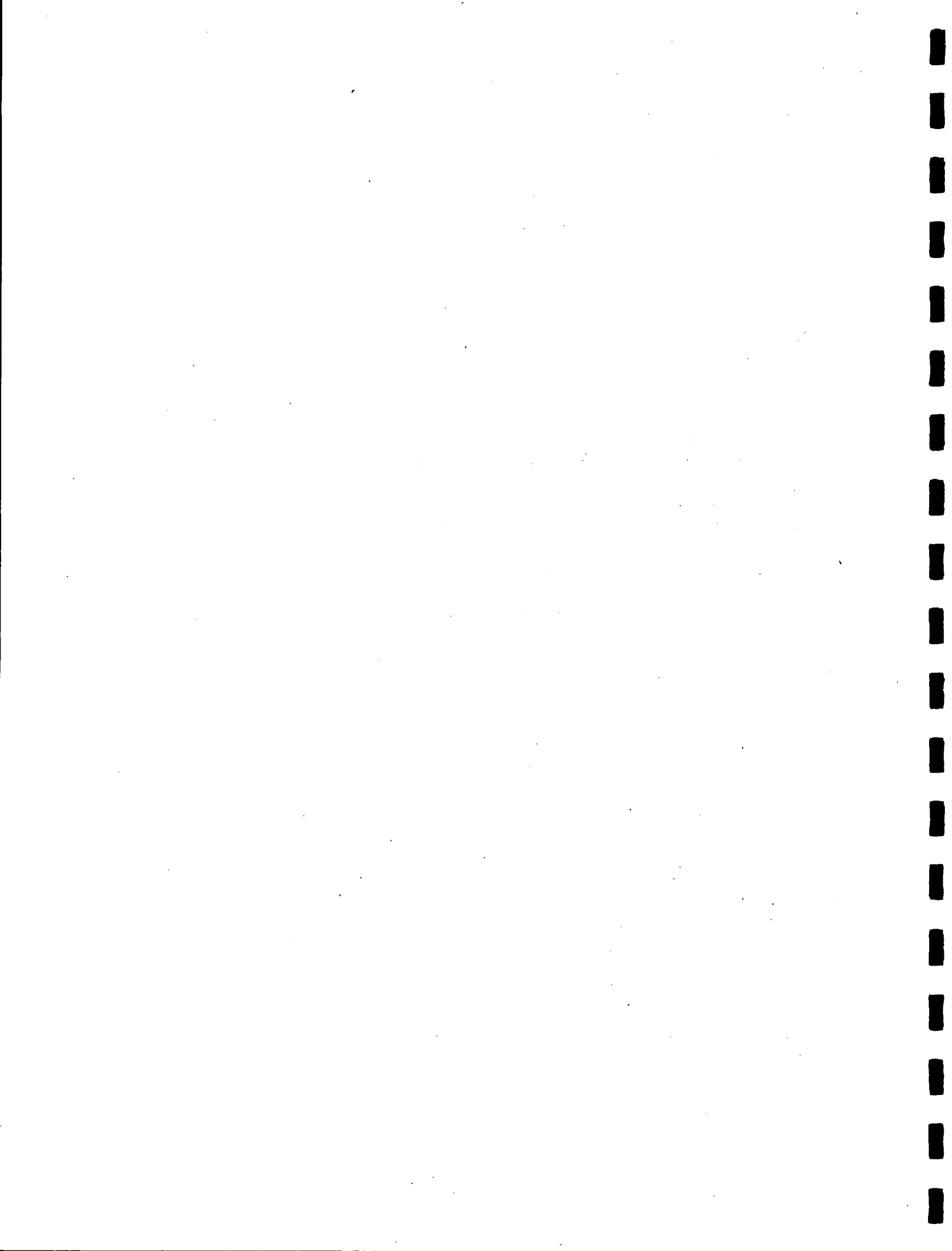
Entre autres objectifs, on s'attend à ce que la Conférence :

- canalise le centre de l'action internationale sur la question des mines antipersonnel;
- donne une orientation politique à la tendance croissante en faveur de l'interdiction des mines antipersonnel;
- favorise l'incorporation des mesures de déminage et d'aide aux victimes dans les initiatives d'interdiction; et
- entérine la Déclaration d'Ottawa, qui expose les problèmes et les buts communs pour en arriver à une interdiction complète.

Les pays assistant à la Conférence comme participants à part entière se sont autosélectionnés dans la mesure où ils appuient les objectifs de la Conférence et sont prêts à souscrire aux diverses mesures pour réaliser ces objectifs. Les pays qui ne sont pas encore disposés à appuyer une interdiction complète des mines antipersonnel ont été invités à assister en tant qu'observateurs.

Les représentants des gouvernements, travaillant à huit clos, négocieront les modalités de la Déclaration d'Ottawa. Ils annonceront aussi un plan d'action qui proposera, entre autres, une série de conférences internationales et régionales de suivi.

Octobre 1996





LE CANADA ET LA CRISE MONDIALE DES MINES TERRESTRES

La prolifération des mines terrestres dans le monde entier est une tragédie qui prend les proportions d'une crise. Plus de 110 millions de mines terrestres antipersonnel sont actuellement déployées dans quelque 70 pays, dont la plupart sont en développement. Des dizaines de milliers de personnes ont été tuées ou estropiées par ces mines, et 90 p. 100 d'entre elles étaient des civils, dont beaucoup étaient des enfants. En moyenne, 500 nouvelles victimes s'ajoutent à ce nombre toutes les semaines. Les souffrances ne s'arrêtent pas à ceux qui sont estropiés et tués : les mines antipersonnel terrorisent des collectivités entières et empêchent des centaines de milliers de réfugiés de retourner dans leurs foyers et sur leurs terres.

Grâce à un travail minutieux dans le cadre de divers programmes, la communauté internationale élimine environ 100 000 mines antipersonnel par an. Toutefois, ces efforts ne peuvent pas suivre le rythme des deux à cinq millions de nouvelles mines antipersonnel qui sont déployées tous les ans.

L'approche canadienne

Manifestement, la crise des mines terrestres pose un double problème : remédier au préjudice existant et empêcher qu'il se poursuive. En conséquence, les efforts du Canada portent sur deux domaines principaux : le déminage et la recherche d'une interdiction globale des mines antipersonnel.

1. Déminage et assistance aux victimes

Le Canada fournit à la fois la compétence technique et le financement nécessaires à des opérations internationales de déminage. Des experts des Forces canadiennes ont apporté une contribution considérable aux opérations de déminage menées dans le monde entier et ont contribué à créer des capacités locales de déminage en Angola et au Cambodge. Le Canada a versé une contribution initiale de 200 000 \$ au fonds volontaire onusien d'assistance aux programmes de déminage et, par l'intermédiaire de l'Agence canadienne de développement international, plus de 5 millions de dollars aux activités de déminage menées en Angola et au Cambodge depuis 1993 sous les auspices de l'ONU. En outre, il fournit des fonds à la Croix-Rouge internationale pour des traitements médicaux, notamment la réadaptation et les membres artificiels pour les victimes de mines terrestres.

.../2

II. Vers une interdiction mondiale

Conscients du coût intolérable du point de vue social, économique et humain du problème mondial des mines antipersonnel, et du fait que les opérations de déminage sont dépassées par les nouveaux déploiements de mines, les ministres des Affaires étrangères et de la Défense nationale ont déclaré en janvier 1996 un moratoire unilatéral complet sur la production, l'exportation et l'utilisation opérationnelle des mines antipersonnel. Pour encourager d'autres pays à suivre leur exemple, le ministre des Affaires étrangères, M. Lloyd Axworthy, a récemment approuvé un plan d'action du Canada sur les mines terrestres, conçu pour renforcer les efforts mondiaux et régionaux en faveur de l'interdiction des mines antipersonnel.

Établissement de normes internationales

Tant que les mines antipersonnel ne seront pas interdites complètement, il est essentiel qu'elles soient soumises à autant de restrictions que possible. En conséquence, le Canada s'efforce de renforcer le droit humanitaire international, qui restreint l'utilisation des mines terrestres et autres armes conventionnelles. En particulier, il a joué un rôle actif dans les négociations internationales qui ont eu lieu en mai 1996 à Genève sur la révision du protocole sur les mines terrestres (Protocole II) de la *Convention sur certaines armes classiques*.

Le protocole révisé imposera de nouvelles restrictions sur l'utilisation des mines terrestres, en particulier des mines antipersonnel. De façon plus précise :

- il s'appliquera aux conflits internes;
- il établira des normes techniques minimales afin de rendre les mines antipersonnel détectables aux fins du déminage;
- il imposera des restrictions et des interdictions sur le transfert et l'exportation des mines; et
- il améliorera la protection des gardiens de la paix, du personnel des organisations humanitaires et des démineurs.

Les progrès réalisés pour respecter ces nouvelles normes seront examinés sur une base annuelle.

Recherche d'une interdiction mondiale

Même si les progrès réalisés à Genève sont encourageants, le Canada estime qu'il reste encore beaucoup à faire. Pour cette raison, le gouvernement canadien collabore avec d'autres pays qui partagent les mêmes idées et avec des organisations non gouvernementales (ONG) canadiennes et étrangères afin de promouvoir la campagne internationale, à l'essor rapide, demandant l'interdiction mondiale complète des mines antipersonnel. Jusqu'à présent, environ 40 États, dont l'Allemagne, la France, l'Afrique du Sud, l'Australie, la Nouvelle Zélande, les Pays-Bas et le Royaume-Uni appuient la poursuite d'une interdiction mondiale.

Le Canada offre un leadership international pour encourager les mesures collectives de la communauté mondiale en vue de favoriser une interdiction complète des mines antipersonnel :

- le Canada coparraine, avec les États-Unis, une résolution de l'Assemblée générale des Nations unies demandant la négociation rapide d'un accord mondial interdisant les mines antipersonnel et encourageant davantage d'États à se joindre à lui pour mettre en oeuvre des interdictions ou des moratoires sur la production, l'exportation et l'utilisation opérationnelle des mines antipersonnel;
- la secrétaire d'État (Amérique latine et Afrique) M^{me} Christine Stewart, a appuyé une résolution réclamant un hémisphère exempt de mines antipersonnel, laquelle a été adoptée à l'Assemblée générale de l'Organisation des États américains, en juin 1996, à Panama;
- le Canada encourage d'autres organisations régionales, notamment le Forum régional de l'ANASE lors de sa réunion de juillet 1996, à s'occuper de la question des mines antipersonnel;
- le ministre Axworthy organisera à Ottawa, du 3 au 5 octobre, une conférence internationale de stratégie orientée vers l'action où les États et les ONG pourront élaborer un plan concret d'action internationale concertée pour interdire les mines antipersonnel.

Octobre 1996





LES MINES ANTIPERSONNEL ET LE DÉVELOPPEMENT

La grande quantité de mines antipersonnel qui ont été posées sur de vastes étendues, surtout dans les pays en développement, représente une grande tragédie pour l'humanité. Longtemps après la fin d'un conflit, les mines continuent de blesser ou de tuer des civils. Quand elles ne tuent pas sur le coup, les mines antipersonnel estropient les victimes, causant chez les survivants des blessures graves, des douleurs qui durent toute la vie et, souvent, des stigmates sociaux.

Les mines antipersonnel sont placées de façon stratégique, pour protéger les installations militaires et les déplacements des militaires, détruire les infrastructures socio-économiques d'un pays et semer la terreur parmi les civils. Leur utilisation sur une grande échelle a causé une crise mondiale qui a de graves conséquences sur les plans humain et socio-économique ainsi que sur le développement.

Les mines antipersonnel : un obstacle invisible au développement

Comme les mines antipersonnel sont peu coûteuses et qu'il est très facile de se les procurer et de les utiliser, elles sont l'arme de choix dans les pays les plus pauvres. Les pays les plus touchés par les mines antipersonnel sont l'Angola, l'Éthiopie, l'Érythrée, le Mozambique, la Somalie, le Soudan, l'Afghanistan, le Cambodge, la Bosnie et l'Iraq.

La présence de mines est un grave obstacle au développement pour plusieurs raisons. Les réfugiés et les personnes déplacées dans leur pays ont peur de retourner chez eux; de ce fait, ils demeurent un fardeau pour les régions où ils se sont réfugiés et pour les organismes d'aide humanitaire. Quant à ceux qui rentrent chez eux, ils doivent faire un voyage périlleux vers une destination où règne l'incertitude.

De grandes superficies de terre productive, particulièrement près des frontières, sont très dangereuses et, par conséquent, abandonnées. Et même dans les zones où l'on continue à pratiquer l'agriculture et à garder des troupeaux, il y a des morts et des blessés : cela perturbe l'approvisionnement en nourriture et engendre la sous-alimentation et la famine.

Le transport et les communications sont interrompus. Cela perturbe le commerce et gêne l'acheminement des fournitures essentielles ou de l'aide humanitaire, ce qui provoque des pénuries et des phénomènes d'inflation.

La contamination du sol et de l'eau causée par les mines antipersonnel augmente, et les mouvements climatiques, tels que les inondations et la désertification, provoquent le déplacement des mines.

.../2

Les maigres ressources d'un pays ravagé par la guerre doivent être consacrées aux tâches coûteuses en argent et en main-d'oeuvre que sont le déminage et les soins à donner aux victimes des mines, plutôt que d'être investies dans le développement à long terme.

Le grand nombre de pertes de vies humaines a un effet dévastateur non seulement du point de vue personnel, familial et communautaire, mais aussi sur le plan du marché du travail et de la productivité économique du pays.

La réconciliation et le retour à la vie normale sont très difficiles dans ces conditions; dans plusieurs régions, la relance et le développement à long terme sont pratiquement impossibles.

Déminage : l'approche de l'ACDI

L'aide canadienne aux opérations de déminage dans les pays en développement est donnée principalement par l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Une des principales priorités des programmes de l'ACDI est de soutenir les efforts des pays en développement pour satisfaire les besoins vitaux de leurs populations. Le déminage est un élément clé du plan de relance économique et sociale de plusieurs pays, aussi bien du point de vue humanitaire que dans la perspective d'efforts de développement à long terme.

Les programmes de déminage, auxquels participent les Nations unies, divers groupes d'experts et diverses organisations non gouvernementales (ONG), ont connu une croissance rapide depuis 1988, particulièrement au Cambodge, en Afghanistan, en Angola et au Mozambique. L'ACDI a apporté une aide précieuse aux premiers stades des programmes de déminage du Cambodge et de l'Angola; elle a apporté une aide financière opportune et contribué à renforcer le soutien international d'autres organismes donateurs pour ces programmes.

Habituellement déployés dans le cadre d'un programme d'aide humanitaire multisectoriel plus vaste, les efforts de déminage ont eu pour but de donner aux populations des pays touchés la capacité de résoudre elles-mêmes le problème, les organismes donateurs apportant l'aide technique, la formation et d'autres formes de soutien aux organisations de ces pays. Les programmes de déminage peuvent comprendre les activités suivantes : établissement de levés cartographiques et d'inventaires des secteurs où se trouvent des champs de mines; gestion des opérations de déminage; formation des démineurs locaux qui auront la tâche d'enlever les mines; programmes de sensibilisation et de formation pour aider les gens, en particulier les enfants, à reconnaître et à éviter les mines; soins médicaux pour les victimes; déminage d'urgence de routes d'accès et de zones résidentielles. Voici un aperçu sommaire des programmes récents.

Aide humanitaire internationale

- **Afghanistan** : 1996 est la septième année où le Bureau de la coordination de l'aide humanitaire (BCAH) des Nations unies participe au programme de déminage de l'Afghanistan. Naguère un des pays où il y avait le plus de mines dans le monde, l'Afghanistan redresse progressivement la situation, avec l'aide de la communauté internationale. Le Canada a versé au total 2,8 millions de dollars à ce programme depuis 1993-1994. Le programme comporte les éléments suivants : déminer et dispenser une formation aux ONG qui effectuent du déminage; procéder à des levés des champs de mines et à du marquage de mines; apprendre aux civils à reconnaître et à éviter les mines pour améliorer leur sécurité; donner aux enfants une formation concernant les mines, en particulier leur apprendre à reconnaître les mines et leur faire prendre des habitudes de prudence. La contribution du Canada est tout à fait unique, puisqu'il est le seul pays à avoir pu déployer des spécialistes féminins en Afghanistan. Le ministère de la Défense nationale du Canada (MDN) a envoyé successivement quatre équipes composées de trois femmes et de neuf hommes pour sensibiliser les populations locales à ce sujet. Les femmes canadiennes ont formé les femmes sur les lieux afin qu'elles puissent à leur tour en former d'autres, un geste apprécié par les Afghans.
- **Angola** : Le Canada a été le premier pays donateur à soutenir le programme de déminage en Angola. Il a aussi encouragé d'autres pays donateurs à apporter leur contribution au programme. Depuis 1993-1994, l'ACDI a versé 1,72 million de dollars au Département des affaires humanitaires (DAH) de l'ONU pour le déminage en Angola. Les activités du programme sont les suivantes : établissement d'institutions nationales afin de planifier et coordonner des programmes de déminage à long terme et former les Angolais; évitement des mines, c'est-à-dire sensibilisation au problème des mines, levés des champs de mines et repérage des mines; déminage de zones prioritaires pour faciliter la démobilisation, la réinstallation des personnes déplacées, l'acheminement de l'aide humanitaire et la reprise de la production alimentaire.
- **Cambodge** : Depuis 1993-1994, l'aide canadienne au Centre cambodgien de déminage (CCD) a atteint un total de 6,25 millions de dollars, l'apport de l'ACDI ayant été de 2,25 millions de dollars. L'ACDI et le MDN ont conjugué leurs efforts pour fournir le financement et les techniciens. Le personnel du MDN a sensibilisé les communautés cambodgiennes, particulièrement les femmes, au problème des mines et leur a donné une formation pour qu'elles puissent sensibiliser les autres. L'objectif du CCD est de créer un environnement dans lequel les Cambodgiens puissent vivre sans la menace des mines et dans lequel la reconstruction et le développement puissent se faire dans la sécurité.

Cela suppose qu'on aide les Cambodgiens à acquérir leurs propres capacités en matière de déminage, de telle sorte qu'ils puissent réduire le nombre de blessures et de morts causées par l'explosion de mines et ainsi déminer les terres destinées à la réinstallation et à la production agricole.

- **Organisation des États américains** : Le Canada a apporté une contribution financière de 4 millions de dollars à l'Organisation des États américains, contribution dont une partie a été réservée au déminage en Amérique centrale.
- **Comité international de la Croix-Rouge** : L'aide canadienne acheminée par le bureau canadien du Comité international de la Croix-Rouge est également importante. Le financement d'une formation donnée par deux prothésistes canadiens à des professionnels de la santé en Géorgie et en Afghanistan (150 000 dollars) faisait partie d'un programme général de 2 millions de dollars, comme aussi le financement des programmes de sensibilisation aux questions ayant trait aux mines antipersonnel. L'apport global de l'ACDI, de 6,4 millions de dollars en 1995 et de 1,05 million en 1996, a également joué un rôle important dans le soutien des cliniques et des services de prothèses et de réadaptation en Afghanistan, au Cambodge, en Iraq, au Liban, au Soudan et dans le camp de réfugiés somaliens situé sur la frontière du Kenya et de la Somalie.
- **Département des affaires humanitaires de l'ONU** : L'ACDI a donné 104 000 dollars au DAH pour une évaluation des « leçons tirées » des programmes de déminage en Afghanistan, au Cambodge, en Angola et au Mozambique. L'objectif est de déterminer quels moyens conviennent le mieux et sont le plus économiques pour développer la capacité locale en matière de déminage.
- **UNICEF Canada** : L'ACDI a apporté une contribution de 68 000 dollars pour le programme de sensibilisation au problème des mines au Mozambique, pour 1996-1998; une contribution de 17 500 dollars pour la sensibilisation au même problème au Cambodge, pour 1996-2001; et une contribution de 50 000 dollars pour le repérage des mines et la sensibilisation des communautés au Salvador, pour 1990-1993.
- **Comité central mennonite** : L'ACDI a apporté une contribution de 190 000 dollars pour un programme d'enlèvement des bombes dans le nord du Laos en 1994-1995.
- **Conseil des Canadiens avec déficiences** : L'ACDI apporte une contribution de 27 000 dollars, en 1996-1997, et de 31 000 dollars, en 1997-1998, pour soutenir des programmes de réadaptation, principalement en Afghanistan et au Cambodge. Les objectifs sont les suivants : augmenter la capacité des survivants d'avoir un revenu et de vivre de façon indépendante; accentuer la sensibilisation dans les pays touchés et au Canada; et favoriser l'acquisition de capacités de soutien par les organisations correspondantes dans les pays touchés.

- **Organisation mondiale des personnes handicapées** : Outre sa participation aux programmes décrits dans le paragraphe précédent avec le Conseil des Canadiens avec déficiences, l'Organisation mondiale des personnes handicapées met en oeuvre des programmes de réadaptation, s'occupe de la défense des intérêts publics et entretient un dialogue sur les politiques ayant trait aux personnes souffrant d'incapacités dans le monde; cela comprend des activités qui se rapportent aux victimes de mines antipersonnel. L'ACDI a versé à l'Organisation mondiale des personnes handicapées 495 000 dollars pour 1996-1997.

Aide bilatérale

- **Ex-Yougoslavie** : Dans la perspective du programme de reconstruction en ex-Yougoslavie, le Canada a versé 500 000 dollars au Centre de déminage du DAH en Bosnie-Herzégovine pour aider le gouvernement à élaborer et à appliquer à l'échelle nationale un programme de formation en matière de déminage, un programme de levés des champs de mines, un programme de sensibilisation aux problèmes des mines, un programme de marquage des mines et un programme de soutien médical d'urgence pour les cas d'accidents pouvant survenir pendant les opérations de déminage.
- **Mozambique** : Le Canada étudie actuellement les options qu'il peut envisager en matière de programmes pour le Mozambique.

Octobre 1996





ACTIVITÉS DE DÉMINAGE DES FORCES CANADIENNES À L'ÉTRANGER

Les mines terrestres antipersonnel (MTAP) étant utilisées sans discernement dans quelque 70 pays du monde, il en résulte des perturbations d'ordre social et économique, ainsi que d'innombrables tragédies humaines. Le Canada s'est engagé à faire cesser à travers le monde, l'usage, la fabrication et l'exportation des MTAP. Le gouvernement du Canada étant en tête de file parmi les pays appuyant cette initiative, le ministère de la Défense nationale (MDN) et les Forces canadiennes (FC) jouent toujours un rôle essentiel dans l'élimination de cette menace que posent en permanence les MTAP.

Les FC ont pris part (et continuent de le faire) à d'importantes opérations de déminage suite à des conflits ayant eu lieu notamment au Cambodge, au Koweït, au Rwanda, en Croatie et en Bosnie. Par exemple, au Cambodge, des membres des FC offrent depuis 1993 des services consultatifs de gestion et de formation technique au Centre cambodgien de déminage (CCD). Ce centre est le plus important organisme civil se consacrant à l'enlèvement des mines terrestres.

De même, les FC :

- offrent des programmes de sensibilisation aux mines aux populations touchées, en collaboration avec les autorités civiles et militaires locales;
- aident les civils à rentrer dans leurs villages d'origine en dégagant les voies d'accès et d'approvisionnement;
- participent aux opérations de déminage en vue d'assurer la sécurité des troupes prenant part aux initiatives internationales de maintien de la paix.

En raison du rôle important que joue le Canada en matière de maintien de la paix à l'échelle internationale, la prolifération continue des MTAP impose aux Canadiens des coûts énormes, autant sur le plan humain que financier. En effet, les mines terrestres nuisent au travail des gardiens de la paix à l'étranger de deux manières : d'abord, elles présentent un danger physique pour nos troupes, ayant tué ou blessé un certain nombre de soldats canadiens au cours des quatre dernières années; ensuite, comme les MTAP constituent des vestiges de la guerre et ce, longtemps après la signature du traité de paix, elles nuisent à l'établissement d'une paix durable et prolongent la présence des forces internationales.

.../2

Dans le but de réduire les risques auxquels doivent faire face les troupes canadiennes et les populations touchées, et afin d'accélérer la reprise des activités sociales et économiques dans les régions minées, le MDN a pris les mesures en vue de renforcer ses capacités en matière de déminage :

- améliorer les capacités de détection des mines terrestres, la grande priorité du MDN sur le plan de la recherche et du développement;
- mettre en place un mécanisme afin de coordonner, recueillir, interclasser, évaluer et distribuer des renseignements liés aux mines;
- améliorer l'échange de renseignements et la coordination entre les centres d'excellence américains, britanniques et onusiens en matière de déminage;
- créer et améliorer les programmes de formation liés à la sensibilisation et au démantèlement des MTAP. Dernièrement, le Programme de distinctions fédérales a souligné cet aspect des efforts réalisés par les FC en décernant au sergent Rod MacDougall une médaille d'or pour le CD-ROM interactif qu'il a créé sur les mines terrestres et qui permet à l'utilisateur d'identifier toute mine connue et de la neutraliser.

À l'heure actuelle, on estime que, pour chaque MTAP enlevée, 30 autres sont posées. Si on ajoute à cela les 110 millions de mines terrestres déjà déployées dans le monde, on ne peut que constater l'urgence de la situation. À cet égard, les activités d'enlèvement des MTAP menées par le MDN constituent déjà une précieuse contribution à l'échelle internationale.

Octobre 1996

« VERS L'INTERDICTION COMPLÈTE
DES MINES ANTIPERSONNEL » :
CONFÉRENCE SUR LA STRATÉGIE INTERNATIONALE
OTTAWA, 3 AU 5 OCTOBRE 1996

INFORMATION À L'INTENTION DES MÉDIAS

1. ACCRÉDITATION

Les représentants des médias devront détenir un laissez-passer pour avoir accès aux locaux mis à leur disposition par le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international.

Toutes les agences de presse reconnues peuvent obtenir l'accréditation nécessaire. Les journalistes pigistes doivent être parrainés par une agence de presse reconnue, et annexer à leur demande une lettre attestant de leur affectation. Le formulaire ci-joint devra être rempli et renvoyé le plus tôt possible à l'adresse ci-après, ou encore présenté au Centre de conférences entre le 3 et le 5 octobre. Le centre des médias, situé dans le Centre de conférences, traitera les demandes de 7 h 30 à 17 h les trois jours.

2. VOYAGE/HÉBERGEMENT

Les représentants des médias prennent leurs propres arrangements en matière de voyage et d'hébergement.

3. CENTRE DES MÉDIAS

Le centre des médias est accessible depuis l'entrée du Centre de conférences donnant sur la promenade Colonel By. Il sera ouvert de 7 h 30 à 17 h du 3 au 5 octobre.

Deux locaux seront mis à la disposition des médias pendant toute la conférence :

- la salle de travail, installée dans le **salon Sussex**, sera équipée de téléphones (appels locaux seulement), de télécopieurs (frais d'interurbain assumés personnellement) et de prises pour les ordinateurs;
- le théâtre adjacent, appelé **salle Sussex**, pourra être réservé, selon l'ordre des demandes, par les délégations désireuses d'organiser des entrevues. Cette salle ne sera toutefois pas libre le 3 octobre entre 14 h et 19 h et le 4 octobre entre 14 h et 18 h. Les journalistes auront accès à la salle de travail, au théâtre et à tous les autres locaux sur place sauf indication contraire.

4. POINTS D'INTÉRÊT POUR LES MÉDIAS

Les journalistes sont priés d'observer le déroulement de la conférence à partir de la zone désignée à cette fin dans le hall principal.

Les arrangements concernant les interviews avec les délégués à la conférence, y compris les représentants des gouvernements, doivent être pris par l'intermédiaire du service des communications du MAECI. Un agent des ONG sera également présent pour assurer la liaison avec les médias.

Les délégués seront assis à une table en forme de fer à cheval à l'extrémité ouest du hall principal. Une section spéciale du côté est de ce hall sera mise à la disposition des représentants des médias.

Après les remarques préliminaires du ministre des Affaires étrangères, M. Lloyd Axworthy, un représentant de la campagne internationale menée pour interdire les mines terrestres prendra la parole. L'allocution d'ouverture aura lieu entre 9 h et 10 h le 3 octobre.

Une conférence de presse doit avoir lieu de 16 h 30 à 17 h 00 à la salle Sussex le 5 octobre pour clore la conférence. Le ministre Axworthy fera une brève déclaration résumant les travaux de la conférence, après quoi les journalistes seront invités à lui poser des questions.

5. ACCUEIL AU CENTRE DES MÉDIAS

Du café, du thé et des jus seront servis gratuitement dans la salle de travail des médias entre 7 h 30 et 17 h du 3 au 5 octobre. Le Centre de conférences est bien situé au centre-ville d'Ottawa. Il y a de nombreux restaurants et casse-croûtes à quelques minutes de marche.

6. BESOINS SPÉCIAUX

Les journalistes sont priés d'informer les organisateurs le plus tôt possible de tout besoin spécial.

7. COMPLÉMENT D'INFORMATION

Pour obtenir d'autres renseignements, prière de s'adresser à :
M. John Bell, agent des relations avec les médias
Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international
125, promenade Sussex
Ottawa (Ontario), Canada K1A 0G2
Tél. : (613) 995-1874 Téléc. : (613) 995-1405

VERS L'INTERDICTION COMPLÈTE DES MINES ANTIPERSONNEL

Conférence internationale de stratégie - Ottawa - 3 au 5 octobre, 1996

Participants confirmés:

1. Afrique du Sud
2. Allemagne
3. Angola
4. Australie
5. Autriche
6. Belgique
7. Bosnie-Herzégovine
8. Burkina Faso
9. Cameroun
10. Canada
11. Colombie
12. Croatie
13. Danemark
14. Espagne
15. États-Unis
16. Éthiopie
17. Finlande
18. France
19. Gabon
20. Grèce
21. Guatemala
22. Guinée
23. Honduras
24. Hongrie
25. Irlande/Union européenne
26. Islande
27. Italie
28. Japon
29. Luxembourg
30. Mexique
31. Mozambique
32. Nouvelle-Zélande
33. Nicaragua
34. Norvège
35. Pays-Bas
36. Pérou
37. Philippines
38. Pologne
39. Portugal
40. Royaume-Uni
41. Slovaquie
42. Slovénie
43. Suède
44. Suisse
45. Trinidad et Tobago
46. Uruguay
47. Zimbabwe

Observateurs confirmés:

1. Albanie
2. Argentine
3. Arménie
4. Bahamas
5. Bulgarie
6. Brésil
7. Brunéi
8. Cambodge
9. Chili
10. Cuba
11. Égypte
12. Fédération de Russie
13. Inde
14. Iran
15. Israël
16. Malaisie
17. Maroc
18. Pakistan
19. République de Corée
20. République fédérale de Yougoslavie
21. République tchèque
22. Roumanie
23. Ukraine
24. Vatican

Agences internationales et autres organisations :

1. Campagne internationale pour
l'interdiction des mines terrestres
2. Nations unies - DAH
3. Nations unies - UNICEF
4. Nations unies - HCR
5. Comité international de la
Croix-Rouge
6. Parlement européen
7. Fédération internationale des sociétés
de la Croix-Rouge et du
Croissant-Rouge
8. Action Mines Canada



CALENDRIER DES ÉVÉNEMENTS MÉDIATISÉS

LE MERCREDI 2 OCTOBRE

Lancement de l'exposition du Musée de la guerre, en présence du ministre de la Défense nationale, David Collenette, et du ministre des Affaires étrangères, Lloyd Axworthy.

Lieu : Musée canadien de la guerre

Heure : 12 h 00 - 14 h 00

Information générale pour les médias donnée par Ralph Lysyshyn, directeur général, Direction générale de la sécurité internationale, ministère des Affaires étrangères et du Commerce international et président, Conférence internationale de stratégie.

Lieu : Salle du Commonwealth, n° 238-S, édifice central, colline du Parlement

Heure : 15 h 30 - 16 h 30

Discussion en groupe : « Exploitation ou explication — Profils médiatiques du problème des mines terrestres ». Panélistes : Chris Cushing (CARE Canada); Philip Winslow (ex-correspondant à l'étranger); Juliet O'Neill (Ottawa Citizen); et Ken Rutherford et Mohammed Usman Fitrat (Landmine Survivors' Network). Modératrice : Connie Watson (CBC Radio).

Lieu : Salle Sussex, Centre de conférences du gouvernement

Heure : 19 h 00 - 21 h 30

LE JEUDI 3 OCTOBRE

Le ministre des Affaires étrangères, Lloyd Axworthy, et le ministre de la Défense nationale, David Collenette, inaugurent la conférence « Vers l'interdiction complète des mines antipersonnel » : Conférence internationale de stratégie. Allocution d'ouverture des ministres, suivie du discours du sous-secrétaire général de l'ONU, Yasushi Akashi, et de Chris Moon, porte-parole de la Campagne internationale pour l'interdiction des mines terrestres.

Lieu : Hall principal, Centre de conférences du gouvernement
Heure : 9 h 00 - 10 h 00

Échange d'information I : Les États présenteront leurs politiques nationales en matière de mines antipersonnel.

Présidence : Canada
Lieu : Hall principal, Centre de conférences du gouvernement
Heure : 10 h 15 - 12 h 30

Stephen Lewis, directeur exécutif adjoint de l'UNICEF, inaugure les expositions d'information publique. Le chanteur et parolier canadien Bruce Cockburn prendra la parole.

Lieu : Foyer Rideau, Centre de conférences du gouvernement
Heure : 12 h 30 - 13 h 15

Consultations des parlementaires et des ONG

Partie I : Table ronde : « Les mines antipersonnel et la communauté internationale ».

Panélistes : Stephen Lewis (UNICEF); Steve Goose (Campagne internationale pour l'interdiction des mines terrestres); Ken Rutherford (Landmines Survivors' Network); le sénateur Peter Bosa (Association parlementaire internationale).

Lieu : Salle Sussex, Centre de conférences du gouvernement
Heure : 15 h 30 - 16 h 45

Consultations des parlementaires et des ONG

Partie II : Séance de stratégie. « Plan d'action des ONG et des parlementaires ».

Panélistes : sénateur Patrick Leahy (É.-U.); Ernie Regehr (Project Ploughshares); Jan Willem Bertens (Parlement européen).

Présidence : Francis LeBlanc, député (Canada) et secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères

Lieu : Salle Sussex, Centre de conférences du gouvernement
Heure : 17 h 00 - 18 h 00

Concert bénéfique de sensibilisation aux mines mettant en vedette Ashley MacIsaac.

Lieu : Centre civique d'Ottawa
Heure : 20 h 00 - 23 h 00
Frais : Billets vendus à l'entrée au coût de 26,75 \$ ou au 1-800-361-4595

LE VENDREDI 4 OCTOBRE

Séance publique. Présentation du groupe d'experts I : « Vers l'interdiction complète des mines antipersonnel ». Panélistes : Cornelio Sommaruga, Comité international de la Croix-Rouge; S. E. l'ambassadeur Johan Molander (Suède); le sénateur Patrick Leahy (É.-U.); Stephen Lewis (UNICEF).

Présidence : L'honorable Christine Stewart, secrétaire d'État (Amérique latine et Afrique)

Lieu : Hall principal, Centre de conférences du gouvernement

Heure : 8 h 30 - 10 h 30

Échange d'information II : Discussion sur les mesures régionales en faveur d'une interdiction complète des mines antipersonnel.

Lieu : Hall principal, Centre de conférences du gouvernement

Heure : 11 h 00 - 12 h 30

Groupe d'experts universitaires et d'ONG. Panélistes : Don Hubert (Université Dalhousie); Peter Herby (Contentieux, Comité international de la Croix-Rouge); Noala Skinner (Kings College, Cambridge); Calib Rossiter (Demilitarization for Democracy); David Gowdey (auteur de *Hidden Killers*).

Modérateur : Perez Morangi Nyamwange, POVOADA (ONG Canada-Angola)

Lieu : Salle Sussex, Centre de conférences du gouvernement

Heure : 14 h 30 - 17 h 30

LE SAMEDI 5 OCTOBRE

Présentation du groupe d'experts II : « Le défi des mines antipersonnel - Une approche intégrée ». Panélistes : Hans Klingenburg (ministère des Affaires étrangères du Danemark); Jerry White (Landmines Survivors Network); Ed Tsui (Département des affaires humanitaires de l'ONU); Linda Tripp (Mines Action Canada).

Présidence : Australie

Lieu : Hall principal, Centre de conférences du gouvernement

Heure : 13 h 00 - 15 h 00

Séance de clôture à laquelle assisteront le ministre des Affaires étrangères, Lloyd Axworthy, et le ministre de la Défense nationale, David Collenette.

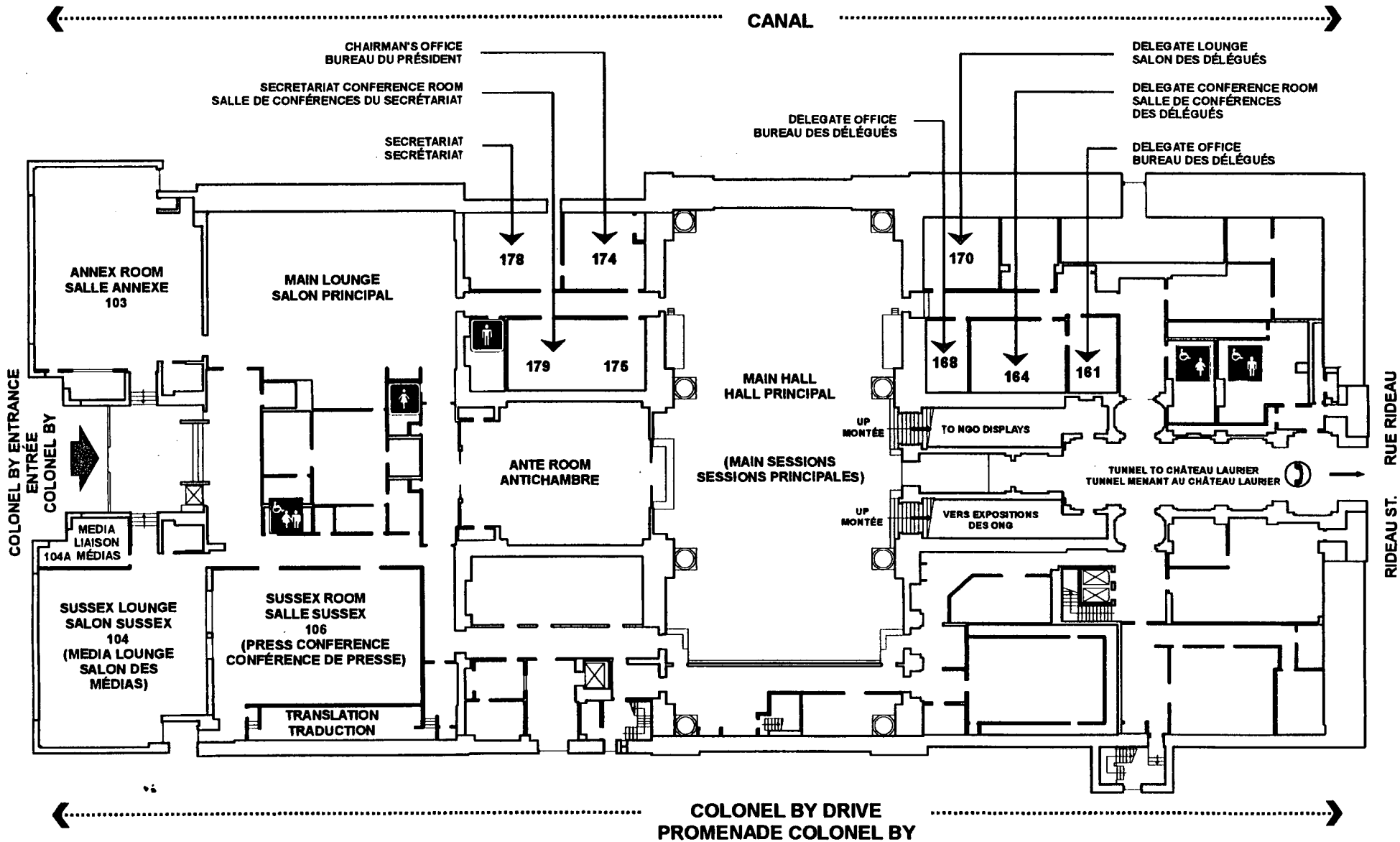
Lieu : Hall principal, Centre de conférences du gouvernement

Heure : 15 h 30 - 16 h 30

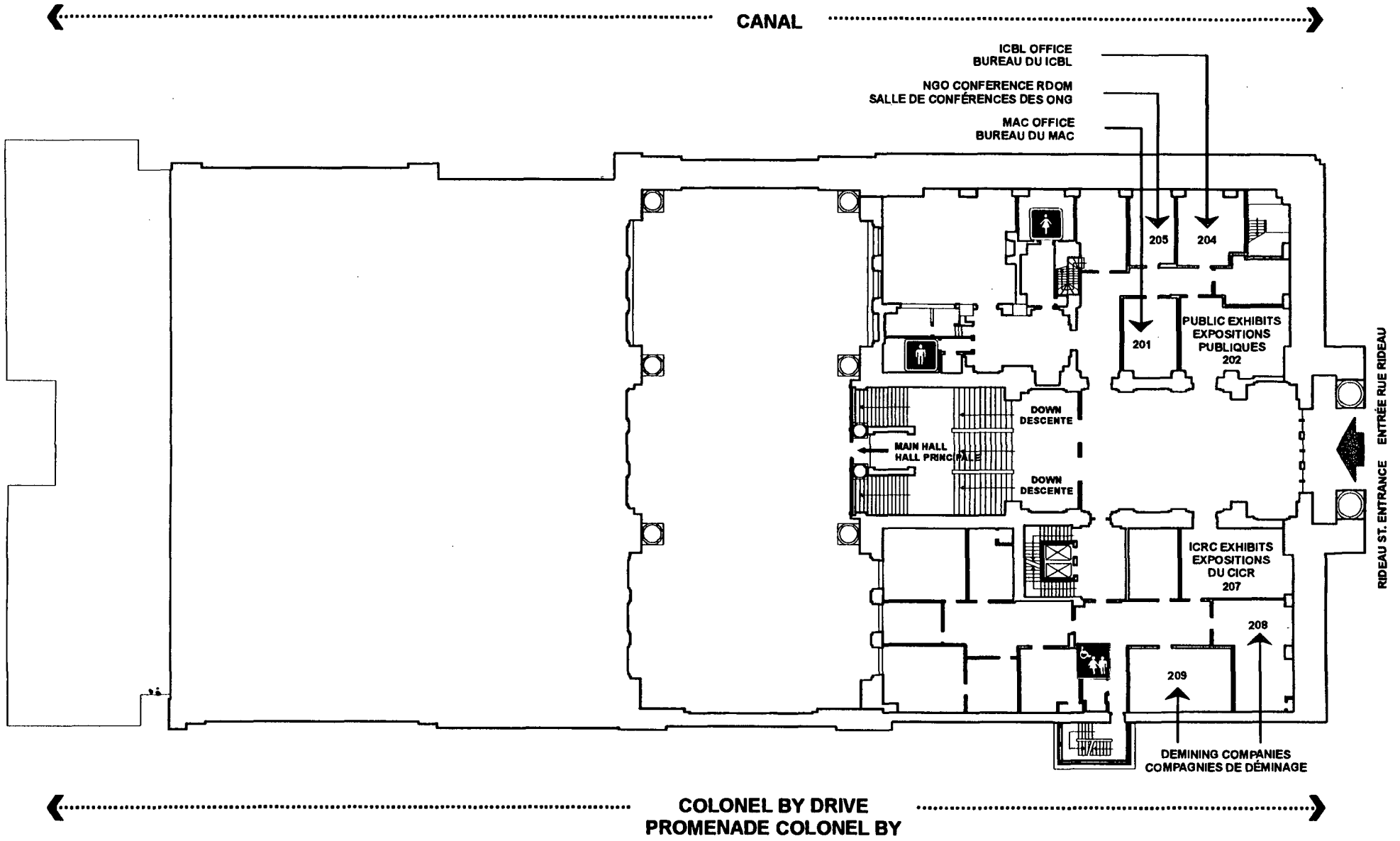
Conférence de presse de synthèse.

Lieu : Salle Sussex, Centre de conférences du gouvernement

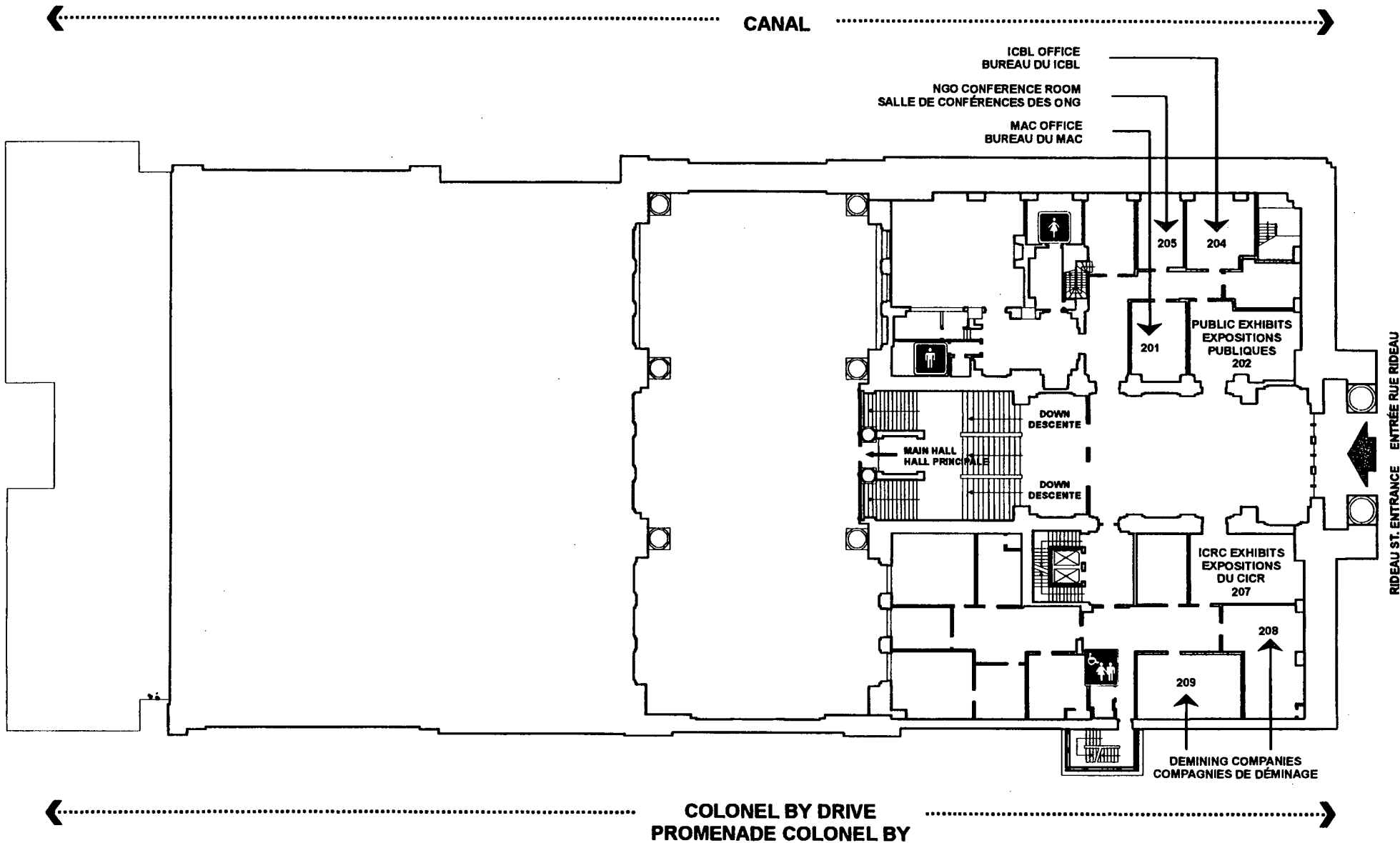
Heure : 16 h 30 - 17 h 00



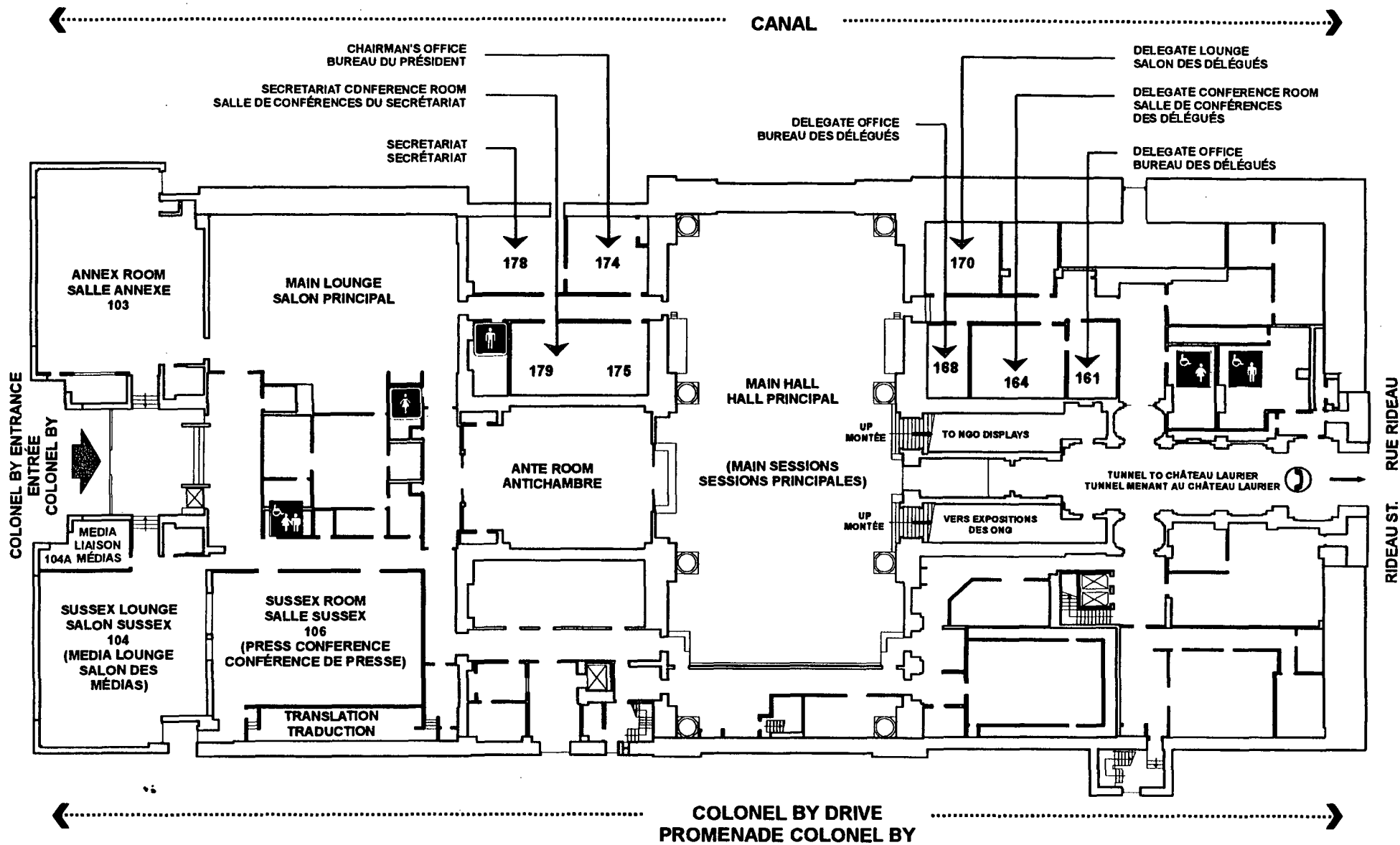
COLONEL BY DRIVE
 PROMENADE COLONEL BY
GROUND FLOOR OF GOVERNMENT CONFERENCE CENTRE
REZ-DE-CHAUSSÉE DU CENTRE DES CONFÉRENCES DU GOUVERNEMENT
2 RIDEAU ST/ 2 RUE RIDEAU



SECOND FLOOR OF GOVERNMENT CONFERENCE CENTRE
DEUXIÈME ÉTAGE DU CENTRE DES CONFÉRENCES DU GOUVERNEMENT
2 RIDEAU ST/ 2 RUE RIDEAU



**SECOND FLOOR OF GOVERNMENT CONFERENCE CENTRE
 DEUXIÈME ÉTAGE DU CENTRE DES CONFÉRENCES DU GOUVERNEMENT
 2 RIDEAU ST/ 2 RUE RIDEAU**



GROUND FLOOR OF GOVERNMENT CONFERENCE CENTRE
REZ-DE-CHAUSSÉE DU CENTRE DES CONFÉRENCES DU GOUVERNEMENT
2 RIDEAU ST/ 2 RUE RIDEAU

doc
CA1
EA
96T53
EXF

b3115161(E)
b3115173(F)

**TOWARDS A GLOBAL BAN
ON ANTI-PERSONNEL MINES**

**INTERNATIONAL STRATEGY
CONFERENCE**

**OCTOBER 3-5 1996
OTTAWA, CANADA**



**VERS L'INTERDICTION COMPLÈTE
DES MINES ANTIPERSONNEL**

**CONFÉRENCE INTERNATIONALE
DE STRATÉGIE**

**3 AU 5 OCTOBRE 1996
OTTAWA, CANADA**

Canada

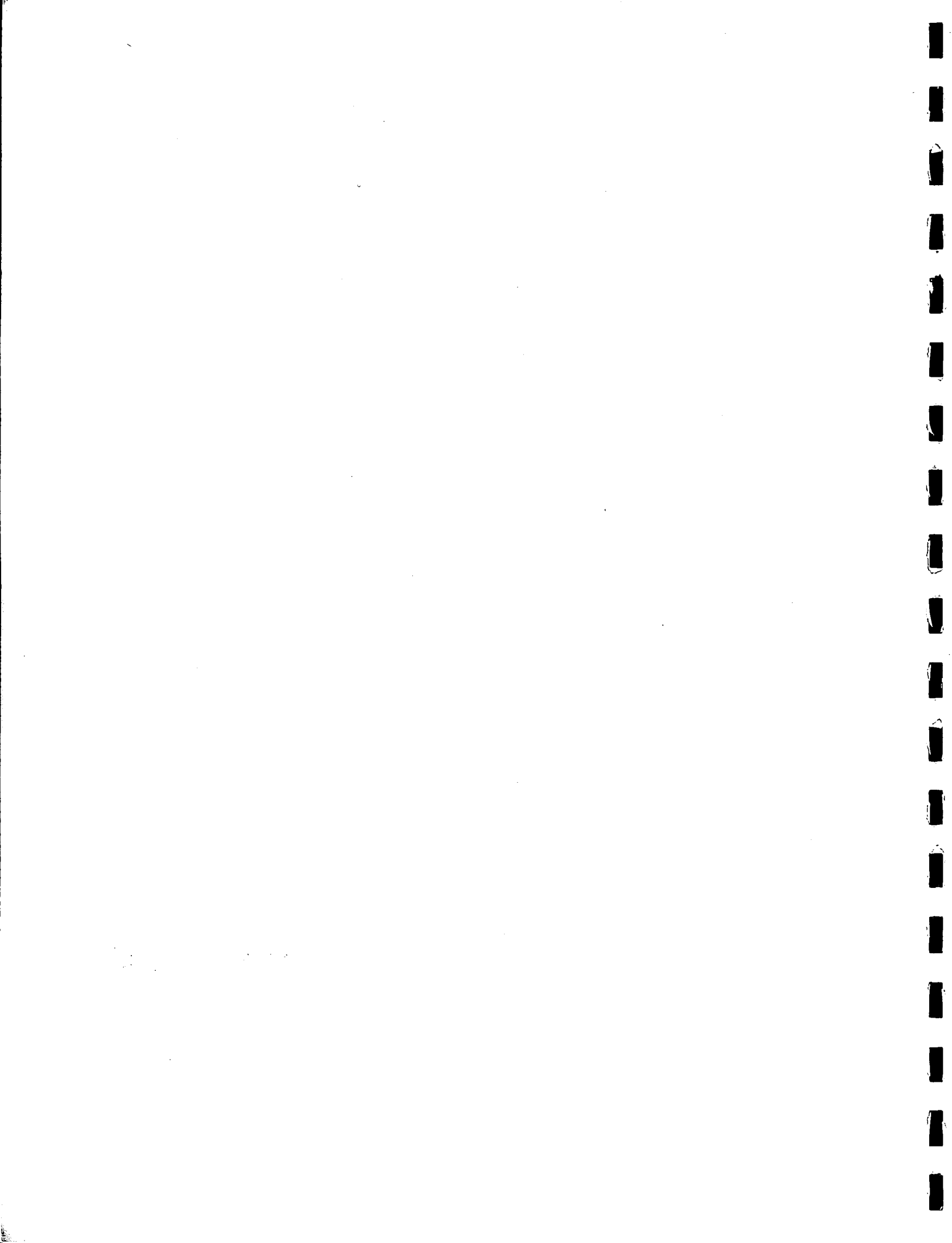


TABLE OF CONTENTS

NEWS RELEASE

BIOGRAPHY OF MINISTER AXWORTHY

"TOWARDS A GLOBAL BAN ON ANTI-PERSONNEL MINES": INTERNATIONAL STRATEGY CONFERENCE

CANADA AND THE GLOBAL LAND MINE CRISIS

ANTI-PERSONNEL MINES AND DEVELOPMENT

CANADIAN FORCES' INTERNATIONAL DEMINING EFFORTS

INFORMATION FOR MEMBERS OF THE MEDIA

CONFERENCE PARTICIPANTS

CALENDAR OF MEDIA EVENTS

GOVERNMENT CONFERENCE CENTRE FLOOR GUIDE

52504606

52504597

Dept. of External Affairs
Min. des Affaires extérieures
FEB 4 1998
RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY
RETOURNER A LA BIBLIOTHÈQUE DU MINISTÈRE

News Release

October 1, 1996

No. 178

CANADA TO HOST ANTI-PERSONNEL MINES CONFERENCE

Foreign Affairs Minister Lloyd Axworthy today announced that Canada will host an International Strategy Conference on anti-personnel (AP) mines in Ottawa, October 3-5.

"Last week at the United Nations General Assembly in New York, I hosted a meeting of countries that are interested in advancing the AP mines issue. I was struck by the tremendous momentum that is building against these terrible weapons," said Mr. Axworthy. "This conference is unique in that it will deal with all aspects of the issue – the ban, mine clearance and victim rehabilitation – in an integrated fashion. I am confident that our consultations will lay a solid foundation for the elimination of AP mines," he added.

Entitled "Towards a Global Ban on Anti-Personnel (AP) Mines," the Conference will bring together representatives of some 70 governments, non-governmental organizations (NGOs), international agencies and the United Nations. The objective of the Conference is to raise the profile of the AP mines crisis and to direct international, regional and national action toward a global ban.

Individual governments will be represented by senior officials, and many of the delegations are expected to include representatives of NGOs active in the area of AP mines. Minister Axworthy, National Defence Minister David Collenette and Minister for International Co-operation and Minister Responsible for la Francophonie Pierre S. Pettigrew will be participating on behalf of the Government of Canada.

The Government of Canada is holding the Conference in collaboration with Mines Action Canada, a coalition representing



37 international development, peace, public health, human rights and faith NGOs.

- 30 -

A preliminary calendar of media events is attached.

For further information, media representatives may contact:

Catherine Lappe
Office of the Minister of Foreign Affairs
(613) 995-1851

Media Relations Office
Department of Foreign Affairs and International Trade
(613) 995-1874

This document is also available on the Department's Internet site: <http://www.dfait-maeci.gc.ca>



**The Honourable Lloyd Axworthy
Minister of Foreign Affairs**

Lloyd Axworthy graduated in 1961 with a B.A. from United College (now the University of Winnipeg), obtained his M.A. in Political Science from Princeton University in 1963, and received a Ph.D. from Princeton in the spring of 1972.

He was a Professor of Political Science at the University of Winnipeg from 1965 to 1967, and from 1969 to 1979. He also served as Director of the Institute of Urban Studies at the University from 1969 to 1973.

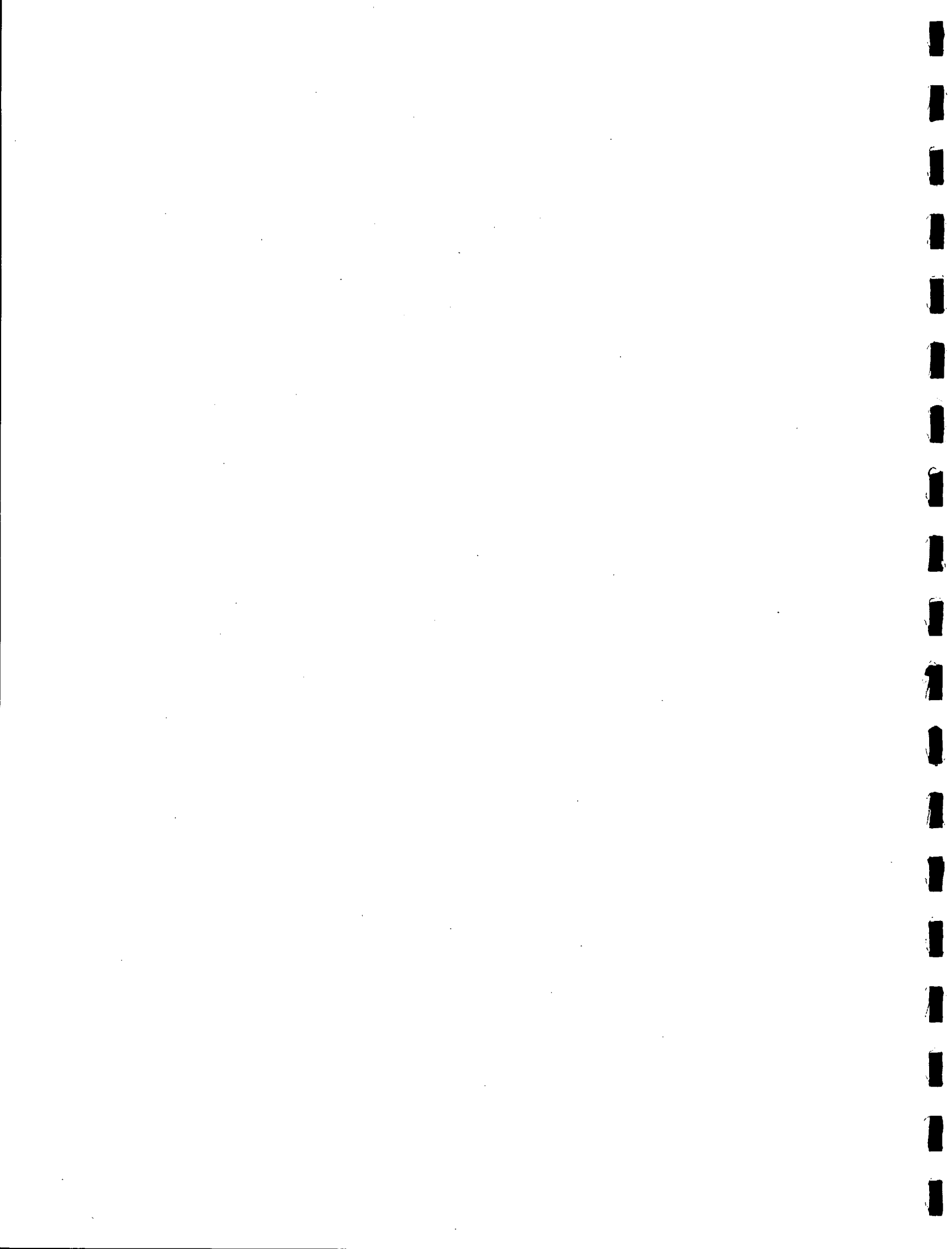
He was elected in June 1973 as Liberal Member of the Manitoba Legislative Assembly, representing the Fort Rouge constituency, and was re-elected in October 1977.

First elected to Parliament in May 1979, Mr. Axworthy was re-elected for the riding of Winnipeg-Fort Garry in 1980. From 1980 to 1984, he served as Minister of Employment and Immigration, Minister Responsible for the Status of Women and as Minister of Transport.

From 1984 to 1992, Mr. Axworthy occupied various positions, including Official Opposition Critic for Regional and Industrial Expansion and for the Canadian Wheat Board, Trade Critic and Critic for External Affairs. He acted as Chairman of both the Liberal Trade Task Force and the Liberal Caucus Economic Policy Committee, and was appointed Chairman of the Liberal Caucus Committee on External Affairs and National Defence, and Vice-Chairman of the House Standing Committee on External Affairs and International Trade.

Lloyd Axworthy was appointed Minister of Foreign Affairs on January 25, 1996. Mr. Axworthy previously served in Cabinet as Minister of Human Resources Development and Minister of Western Economic Diversification from November 4, 1993. During this time he was a member of the Social Development Policy and Economic Development Policy Cabinet Committees, and he remains a member of the latter body.

Mr. Axworthy is married to Denise Ommaney. They have three children.



"TOWARDS A GLOBAL BAN ON ANTI-PERSONNEL MINES": INTERNATIONAL STRATEGY CONFERENCE

From October 3-5, 1996, representatives of approximately 70 governments, non-governmental organizations (NGOs) and international humanitarian agencies, will gather in Ottawa for the first International Strategy Conference on anti-personnel mines (AP mines).

Canada's Minister of Foreign Affairs, Lloyd Axworthy, will host the Conference, which is being organized by the Department of Foreign Affairs and International Trade (DFAIT) with the assistance of Mines Action Canada, a national coalition of NGOs affiliated with the International Campaign to Ban Landmines. Governments attending the Conference will be represented by senior officials and the sessions will be chaired by a senior official of DFAIT.

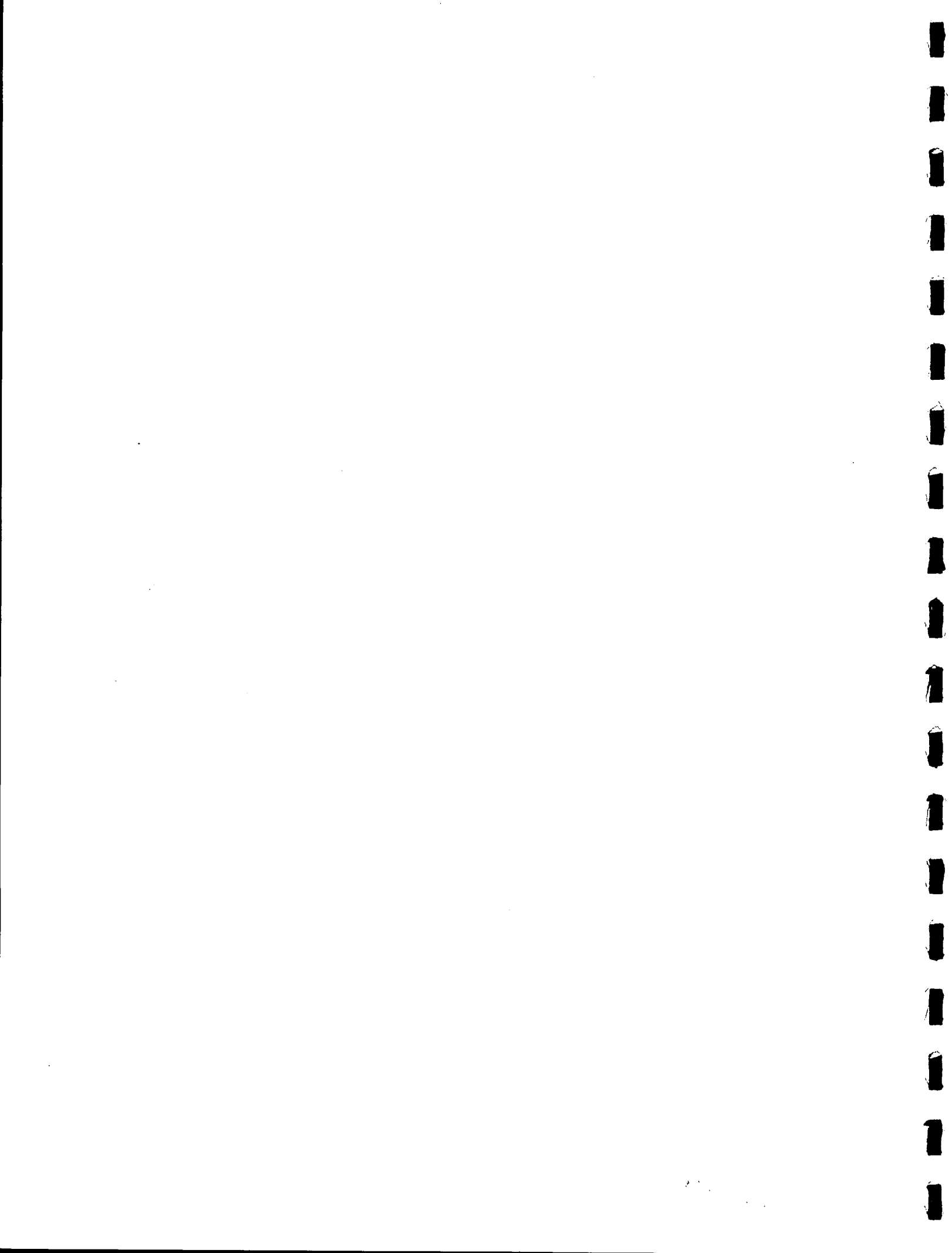
Among other objectives, the conference is expected to:

- provide a focal point for international action on the AP mines issue;
- develop political direction to the increasing momentum for a ban on AP mines;
- promote the integration of AP mines clearance and victim assistance measures in ban initiatives; and
- endorse the Ottawa Declaration, which sets out common concerns and goals for achieving a global ban.

Countries attending the conference as full participants are "self-selected" in that they support the objectives of the Conference and are willing to subscribe to various actions to achieve those objectives. Those countries which are not yet ready to support a global ban on AP mines have been invited to attend as observers.

Government representatives, working in closed sessions, will negotiate the terms of the Ottawa Declaration. They will also announce a Plan of Action which will propose, among other measures, a series of follow-up international and regional conferences.

October 1996





CANADA AND THE GLOBAL LAND MINE CRISIS

The proliferation of land mines across the globe is a tragedy of crisis proportions. More than 110 million anti-personnel land mines, or AP mines, are currently deployed in some 70 countries — most of them in the developing world. Tens of thousands of people have been killed or disabled by such mines — 90 per cent of them civilians, many of them children. On average, 500 new victims are added to this toll each week. The suffering extends far beyond those who are maimed and killed: AP mines terrorize entire communities and prevent hundreds of thousands of refugees from returning to their homes and farmlands.

Through painstaking work under a variety of programs, the international community clears about 100 000 AP mines annually. However, these efforts cannot begin to keep pace with the two to five million new AP mines that are deployed each year.

Canada's Approach

Clearly, the land mine crisis poses a dual challenge of undoing existing damage and preventing further harm. Accordingly, Canada's efforts focus on two principal areas: land mine clearance and work toward a global ban on AP mines.

I. AP Mine Clearance and Assistance to Victims

Canada provides both technical expertise and funding for international mine clearance operations. Canadian Forces experts have made substantial contributions to mine clearance operations around the world and have been instrumental in developing indigenous mine clearance capabilities in Angola and Cambodia. Canada has provided an initial contribution of \$200 000 to the UN Voluntary Trust Fund for Assistance in Mine Clearance and, through the Canadian International Development Agency, over \$5 million for UN-sponsored mine clearance in Angola and Cambodia since 1993. Canada also provides funding to the International Red Cross for medical treatment, including rehabilitation and artificial limbs for land mine victims.

II. Towards a Global Ban

Recognizing the intolerable social, economic and human costs of the global land mine crisis — and the inability of clearance operations to keep pace with new mine deployments — the Ministers of Foreign Affairs and National Defence announced in January 1996 a comprehensive unilateral moratorium on the production, export and operational use of AP mines. To encourage other countries to follow suit, Foreign Affairs Minister Lloyd Axworthy recently approved a Land Mine Action Plan for Canada, designed to catalyze global and regional action to ban AP mines.

.../2

Building International Norms

Until AP mines are banned entirely, it is essential that they be subject to as many restrictions as possible. Accordingly, Canada is working to strengthen international humanitarian law restricting the use of land mines and other conventional weapons. In particular, Canada was active in the May 1996 international negotiations in Geneva to revise the land mines protocol (Protocol II) of the *Convention on Certain Conventional Weapons*.

The revised Protocol will place important new restrictions on the use of land mines, especially AP mines. Specifically, it will:

- apply to internal conflicts;
- establish minimum technical standards to make AP mines detectable for mine clearance purposes;
- place restrictions and prohibitions on the transfer and export of mines; and,
- enhance the protection of peacekeepers, humanitarian workers and mine clearance personnel.

Progress toward meeting these new standards will be reviewed on an annual basis.

Working for a Global Ban

While the progress made in Geneva is encouraging, Canada believes that much more needs to be done. For this reason, the Canadian government is working with other like-minded states and with Canadian and international non-governmental organizations (NGOs) to promote the rapidly growing international campaign for a total global ban on AP mines. So far, about 40 states, including Germany, France, South Africa, Australia, New Zealand, the Netherlands, and the United Kingdom, support the concept of a global ban.

Canada is offering international leadership to encourage collective action by the global community in promoting a global ban on AP mines:

- Canada is sponsoring, with the United States, a UN General Assembly resolution calling for the early negotiation of a global agreement to ban AP mines and encouraging more states to join Canada in implementing bans or moratoriums on the production, export and operational use of AP mines.
- Secretary of State (Latin America and Africa) Christine Stewart promoted a resolution calling for a hemisphere free of AP mines which was adopted at the General Assembly of the Organization of American States in Panama in June 1996.
- Canada is encouraging other regional organizations to address the AP mines issue, including the ASEAN Regional Forum at its July 1996 meeting.
- Minister Axworthy will host an action-oriented international strategy session for states and NGOs in Ottawa from October 3 to 5, to develop a concrete plan for co-ordinated international action to ban AP mines.

October 1996



ANTI-PERSONNEL MINES AND DEVELOPMENT

The widespread deployment of anti-personnel (AP) mines mainly in developing countries, is a massive human tragedy. Long after the end of a conflict, AP mines continue to cause casualties among civilian populations. If they do not kill instantly, they maim — causing severe trauma, lifelong pain and often social stigma to their victims.

Land mines are placed strategically, to protect military installations and movements, to destroy a country's social and economic infrastructure, and to create terror within the population. Their widespread use has created a crisis that is global in scope, with serious humanitarian, socio-economic and developmental consequences.

AP Mines: The Invisible Barrier to Development

Because AP mines are cheap, accessible and easy to use, they are the weapons of choice in the world's poorest countries. Countries most affected by AP mines are Angola, Ethiopia, Eritrea, Mozambique, Somalia, Sudan, Afghanistan, Cambodia, Bosnia and Iraq.

The presence of mines is a serious constraint to development for a number of reasons. Refugees and internally displaced people are afraid to return home, and thus remain a burden on their area of asylum and on humanitarian agencies. For those who do go home, the trip is a high-risk journey to an uncertain destination.

Many hectares of productive land, particularly in border areas, are unsafe and therefore abandoned. In areas where farming and herding continue, casualties occur, leading to disruptions in food supply and causing malnutrition and local famine.

Transport and communications are interrupted, undermining trade and commerce and preventing delivery of essential or humanitarian supplies, which in turn creates shortages and inflation.

Soil and water contamination created by AP mines is growing, and phenomena such as floods and desertification cause mines to shift and relocate.

The scarce resources of a war-torn economy are diverted to the costly and labour-intensive activities related to de-mining and care of mine victims, rather than invested in longer-term development.

.../2

The terrible toll in human lives has a devastating impact, not only in terms of personal, family and community loss, but also in the loss to the country's labour market and economic productivity.

Reconciliation and a return to normalcy are extremely difficult under these conditions. In many instances, recovery and long-term development are virtually impossible.

CIDA's Approach to De-mining

Canadian assistance for mine-clearing activities in developing countries is provided mainly through the Canadian International Development Agency (CIDA). One of CIDA's main program priorities is supporting the efforts of developing countries to fulfil basic human needs. De-mining is a key element in the social and economic recovery plan of many countries, both for immediate humanitarian purposes and as part of the long-term development effort.

De-mining programs, involving the United Nations (UN) and a number of non-governmental organizations (NGOs) and groups of mine experts, have grown rapidly since 1988, particularly in Cambodia, Afghanistan, Angola and Mozambique. CIDA provided critical support for the de-mining programs in Cambodia and Angola during their early stages, contributing timely financial assistance and working to build up international support for these programs among other donors.

Usually part of a larger multi-sectoral humanitarian assistance program, the focus of de-mining efforts is on building the indigenous capacity of countries to deal with the problem themselves, with donors providing technical expertise, training and other support for local organizations. De-mining programs can include such activities as mapping and inventory of areas where mines are laid; management of mine-clearing operations; mine removal training for local mine clearance personnel; awareness and education programs to help the community, especially children, identify and avoid mines; medical care for victims; and emergency clearance of access roads and residential areas. Recent programs include:

International Humanitarian Assistance

- **Afghanistan:** 1996 is the seventh year of operation for the UN Office for the Co-ordination of Humanitarian Assistance to Afghanistan's mine clearance program. Once one of the most heavily mined countries in the world, Afghanistan is steadily overcoming the problem with the assistance of the international community. Canada has contributed \$2.8 million to this program since 1993-94. The program involves mine clearance and training for de-mining NGOs; mine survey and marking; mine awareness for civilians to identify and avoid AP mines, thus increasing their individual safety; and mine education for

children, including mine identification and safe behaviours. Canada's contribution was unique because it was the only country able to deploy female mine specialists to Afghanistan. Canada's Department of National Defence (DND) sent four successive teams of three women and nine men to train the local population in mine awareness. The Canadian women taught local women and trained them to train other women, thereby making a special contribution that was appreciated by the Afghani people.

- **Angola:** Canada was the first donor to support de-mining in Angola. It also encouraged other donors to contribute to the program. CIDA has provided \$1.72 million since 1993-94 to the UN Department of Humanitarian Affairs (UNDHA) for de-mining in Angola. Activities include establishment of national institutions to plan and co-ordinate long-term de-mining programs as well as to provide training for Angolan nationals; mine avoidance, which involves awareness, mine surveying and locating; and mine clearance for priority areas to facilitate demobilization, resettlement of displaced persons, delivery of humanitarian assistance and resumption of food production.
- **Cambodia:** Since 1993-94, Canadian assistance to the Cambodian Mine Action Centre (CMAC) has totalled \$6.25 million, with CIDA's contribution amounting to \$2.25 million. CIDA and DND worked together to provide funding and technical experts. DND personnel have educated local communities, particularly the women, about mine awareness and trained them to educate others. CMAC's goal is to create an environment where Cambodians can go about their lives free from the threat of mines, and where reconstruction and development can take place safely. This involves helping Cambodians to develop their own de-mining capacity in order to reduce mine-related casualties and so that they can clear the lands for resettlement and agricultural production.
- **Organization of American States:** Canada has made a financial contribution of \$4 million to the Organization of American States, a portion of which has been reserved for de-mining activities in Central America.
- **International Committee of the Red Cross:** Canadian assistance through the Canadian office of the International Committee of the Red Cross has also been significant. Funding for two Canadian prosthetists to train local health care staff in Georgia and Afghanistan (\$150 000) came from a general program contribution of \$2 million, as has funding for awareness raising on issues related to mining. CIDA has also supported clinics, prosthetic services and rehabilitation activities in Afghanistan, Cambodia, Iraq, Lebanon, Sudan and the Somali camp on the Kenya-Somalia border, from a total contribution of \$6.4 million in 1995 and \$1.05 million in 1996.

- **UNDHA:** CIDA has provided \$104 000 to UNDHA to undertake a pragmatic "lessons learned" assessment of de-mining programs in Afghanistan, Cambodia, Angola and Mozambique. The objective is to determine the most appropriate and cost-effective means to develop local de-mining capacity.
- **UNICEF Canada:** CIDA provided a \$68 000 contribution for land mine awareness in Mozambique for 1996-98; \$17 500 for land mine awareness in Cambodia for 1996-2001; and \$50 000 for land mine location and community awareness in El Salvador for 1990-93.
- **Mennonite Central Committee:** CIDA provided a contribution of \$190 000 for a bomb removal program in Northern Laos in 1994-95.
- **Council of Canadians with Disabilities:** CIDA is contributing \$27 000 in 1996-97 and \$31 000 in 1997-98 to support rehabilitation programs primarily in Afghanistan and Cambodia. The objectives are to increase income-generating and independent living skills of survivors, enhance awareness within the community and in Canada, and support capacity building for local counterpart organizations.
- **Disabled Peoples International:** In addition to participating in the above project with the Council of Canadians with Disabilities, Disabled Peoples International (DPI) carries out rehabilitation programs, public advocacy and policy dialogue related to disability issues worldwide, including activities on behalf of AP mine victims. CIDA's contribution to DPI for 1996-97 is \$495 000.

Bilateral Assistance

- **Former Yugoslavia:** Within the scope of the Reconstruction Program for the former Yugoslavia, Canada is contributing \$500 000 to the UNDHA Mine Action Centre in Bosnia-Herzegovina to assist the government in developing and implementing a national mine clearance training program, a national mine survey, a national mine awareness program, mine marking and an emergency medical support program to respond to accidents related to mine clearance.
- **Mozambique:** Canada is currently examining programming options in Mozambique.

October 1996



CANADIAN FORCES' INTERNATIONAL DEMINING EFFORTS

The indiscriminate use of anti-personnel (AP) mines in some 70 countries around the world has resulted in social and economic upheaval and human tragedy of immeasurable proportions. Canada is committed to achieving a global ban on the use, production and export of AP mines. As part of the Government of Canada's international leadership on this issue, the Department of National Defence (DND) and the Canadian Forces (CF) continue to play a pivotal role in countering the ever-present threat posed by AP mines.

The CF have participated and continue to participate in important post-conflict demining operations around the world, including such countries as Cambodia, Kuwait, Rwanda, Croatia and Bosnia. For example, in Cambodia, CF members have provided management advisory support services and technical training to the Cambodian Mine Action Centre (CMAC) since 1993. CMAC is the world's largest civilian organization dedicated to the removal of landmines.

As well, the CF:

- provide mine awareness programs to affected populations in cooperation with local civil and military authorities;
- facilitate the return of civilians to their home towns by clearing access and supply routes; and,
- participate in mine clearing operations to ensure the safety of troops during international peacekeeping initiatives.

Given Canada's important role in international peacekeeping, the human and capital costs to Canadians of continued AP mine proliferation are extensive. AP mines jeopardize the work of Canadian peacekeepers abroad in two ways: first, they are a physical danger to our troops — in the last four years, there have been a number of mine incidents during which Canadian troops were injured or killed; second, because AP mines leave behind a legacy of war even after a formal truce is in place, sustainable peace is made much more difficult to establish and an international presence is required for longer periods of time.

In an effort to minimize the risk to Canadian troops and affected populations, and to speed up the normalization of social and economic activities in mined areas, DND has taken steps to strengthen its demining capabilities by:

- improving mine detection capabilities, DND's highest research and development priority;
- establishing a capability to coordinate, collect, collate, assess and distribute mine-related information;
- increasing information sharing and coordination with American, British and UN centres of excellence in demining; and
- developing and improving training programs in AP mine awareness and dismantling. Recent Federal Awards Presentations honoured this aspect of CF efforts when they awarded Sergeant Rod MacDougall a gold medal for his interactive CD-ROM on landmine information, which allows the user to identify and disarm any known mine.

It is estimated that the current AP mine proliferation to removal ratio is 30 to 1. Coupled with the 110 million AP mines already deployed internationally, there is an urgent need to deal with this threat in a comprehensive manner. DND's demining efforts are already making an invaluable international contribution.

October 1996

**"TOWARDS A GLOBAL BAN ON ANTI-PERSONNEL MINES":
INTERNATIONAL STRATEGY CONFERENCE
OTTAWA, OCTOBER 3-5, 1996**

INFORMATION FOR MEMBERS OF THE MEDIA

1. ACCREDITATION

Media representatives will require a pass to access media facilities provided by the Department of Foreign Affairs and International Trade (DFAIT).

Accreditation is open to all bona fide news gathering agencies. Freelance media representatives must be sponsored by a recognized news agency and provide a letter of assignment. The attached application form should be completed and either returned to the address below as soon as possible, or brought by the media representative to the Government Conference Centre between October 3-5. The media centre at the Government Conference Centre will process forms on these dates from 0730 to 1700 hrs.

2. ACCOMMODATION/TRAVEL ARRANGEMENTS

Media representatives are responsible for their own accommodation and travel arrangements.

3. THE MEDIA CENTRE

The media centre can be accessed through the Colonel By Drive entrance of the Government Conference Centre. It will be open from 0730 to 1700 hrs from October 3-5.

Two rooms will be available for media use throughout the conference:

- The media working room will be set up in the **Sussex Lounge**. It will be equipped with telephones (local calls only), fax lines (personal charges for long-distance use) and computer power sources.
- The adjacent media theatre, the **Sussex Room**, can be booked on a first-come-first-served basis by delegations that wish to organize interviews. This room will be unavailable on October 3 between 1400 and 1900 hrs and on October 4 between 1400 and 1800 hrs. Media will have access to the media working room, media theatre and all other areas on-site, except where indicated.

4. MEDIA OPPORTUNITIES

Media are requested to observe conference proceedings from the designated area of the Main Hall.

Interviews with conference delegates, including government representatives, must be arranged through DFAIT communications staff. An NGO media liaison officer will also be on-site.

Delegates will be seated at a horseshoe-shaped table at the west end of the Main Hall. A special section of the east end of the Main Hall will be provided for media representatives.

Opening remarks will be made by Minister of Foreign Affairs Lloyd Axworthy, host of the conference. He will be followed by a representative of the International Campaign to Ban Land Mines. The opening statement is scheduled for 0900 to 1000 hrs on October 3.

A closing news conference is scheduled to take place from 1630 to 1700 hrs, October 5, in the Sussex Room. Minister Axworthy will make a statement summarizing the conference's work. Following this statement, media representatives will be invited to direct their questions to the Minister.

5. MEDIA CENTRE HOSPITALITY

Beverages (coffee, tea and juice) will be available free of charge at the media working room from 0730 to 1700 hrs, October 3-5.

The Conference Centre is conveniently located in downtown Ottawa. A wide range of restaurants and snack bars are located within walking distance.

6. SPECIAL REQUIREMENTS

Any media representative with special requirements should alert meeting organizers as soon as possible.

7. FURTHER INFORMATION

Requests for further information should be sent to:

Mr. John Bell, Media Relations Officer
Department of Foreign Affairs and International Trade
125 Sussex Drive,
Ottawa, Ontario, Canada K1A 0G2
Telephone: (613) 995-1874 Fax: (613) 995-1405

TOWARDS A GLOBAL BAN ON ANTI-PERSONNEL MINES

International Strategy Conference - Ottawa, October 3-5, 1996

Confirmed Participants:

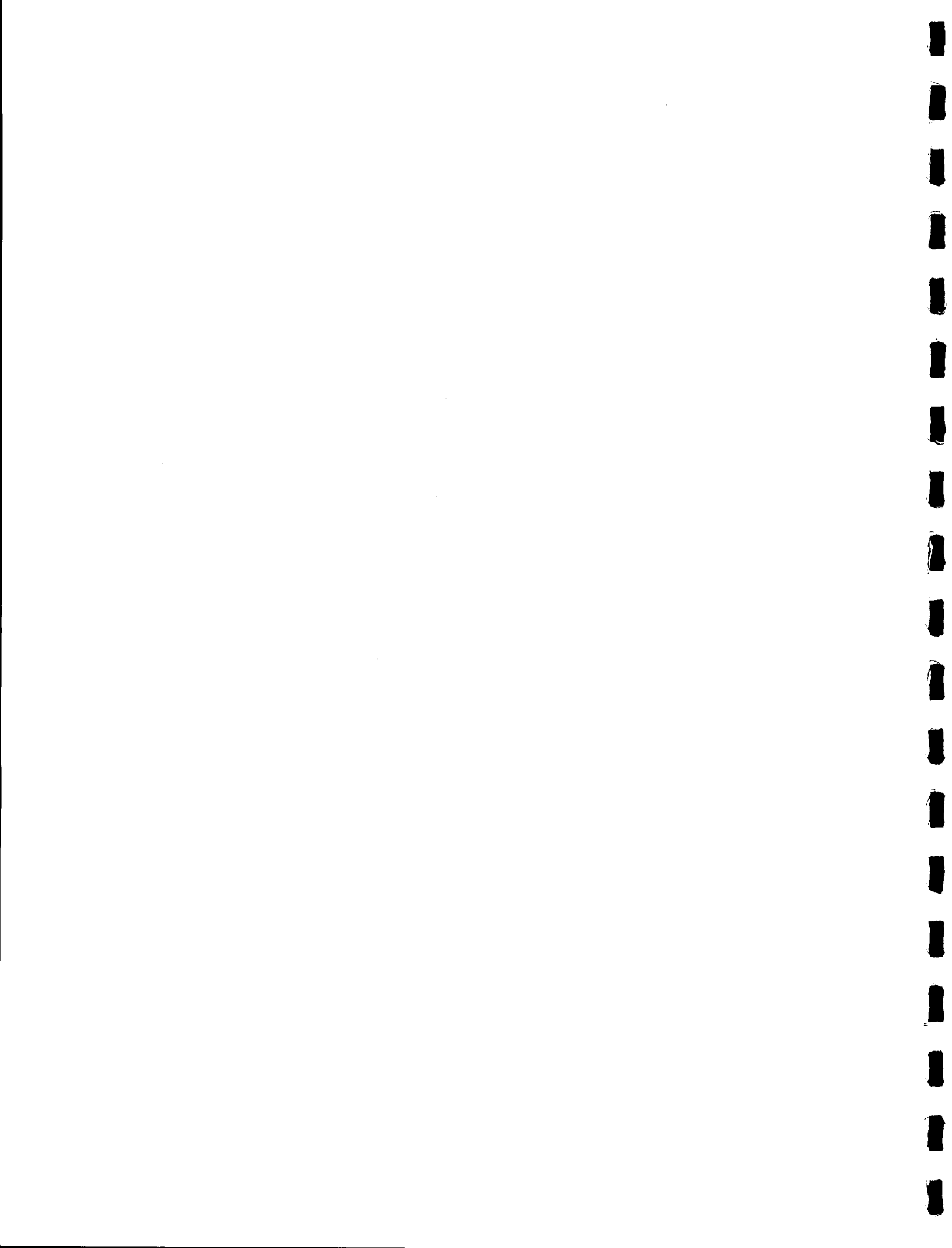
1. Angola
2. Australia
3. Austria
4. Belgium
5. Bosnia and Herzegovina
6. Burkina Faso
7. Cameroon
8. Canada
9. Colombia
10. Croatia
11. Denmark
12. Ethiopia
13. Finland
14. France
15. Gabon
16. Germany
17. Greece
18. Guatemala
19. Guinea
20. Honduras
21. Hungary
22. Iceland
23. Ireland/European Union
24. Italy
25. Japan
26. Luxembourg
27. Mexico
28. Mozambique
29. Netherlands
30. New Zealand
31. Nicaragua
32. Norway
33. Peru
34. Philippines
35. Poland
36. Portugal
37. Slovakia
38. Slovenia
39. South Africa
40. Spain
41. Sweden
42. Switzerland
43. Trinidad and Tobago
44. United Kingdom
45. United States
46. Uruguay
47. Zimbabwe

Confirmed Observers:

1. Albania
2. Argentina
3. Armenia
4. Bahamas
5. Bulgaria
6. Brazil
7. Brunei Darussalam
8. Cambodia
9. Chile
10. Cuba
11. Czech Republic
12. Egypt
13. Holy See
14. India
15. Iran
16. Israel
17. Malaysia
18. Morocco
19. Pakistan
20. Republic of Korea
21. Romania
22. Russian Federation
23. Ukraine
24. Yugoslavia, Federal Republic of

International Agencies and Other Organizations:

1. International Campaign to Ban Landmines
2. United Nations - DHA
3. United Nations - UNICEF
4. United Nations - UNHCR
5. International Committee of the Red Cross
6. European Parliament
7. International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies
8. Mines Action Canada



CALENDAR OF MEDIA EVENTS

WEDNESDAY, OCTOBER 2

Launch of War Museum Exhibit. Ribbon-cutting ceremony to be attended by Minister of National Defence David Collenette and Minister of Foreign Affairs Lloyd Axworthy.

Location: National War Museum

Time: 1200 - 1400 hrs

Background briefing for media by Ralph Lysyshyn, Director General, International Security Bureau, Department of Foreign Affairs and International Trade and Chair, International Strategy Conference.

Location: The Commonwealth Room, #238-S

Centre Block, Parliament Hill

Time: 1530 - 1630 hrs

Panel Discussion: "Exploitation or Explanation — Media Portrayals of the Landmine Crisis." Panelists include Chris Cushing (CARE Canada), Philip Winslow (former foreign correspondent), Juliet O'Neill (*Ottawa Citizen*) and Ken Rutherford and Mohammed Usman Fitrat (Landmine Survivors Network). Moderator: Connie Watson (CBC Radio).

Location: Sussex Room, Government Conference Centre

Time: 1900 - 2130 hrs

THURSDAY, OCTOBER 3

Minister of Foreign Affairs Lloyd Axworthy and Minister of National Defence David Collenette open "Towards a Global Ban on Anti-Personnel (AP) Mines": International Strategy Conference. The Ministers will present opening remarks and will be followed by UN Under Secretary-General Yasushi Akashi and Chris Moon, representative of the International Campaign to Ban Landmines.

Location: Main Hall, Government Conference Centre

Time: 0900 - 1000 hrs

Information Exchange I: states will report on their national AP mines policies.

Chair: Canada

Location: Main Hall, Government Conference Centre

Time: 1015 - 1230 hrs

Stephen Lewis, Deputy Executive Director, UNICEF, opens the Public Information Exhibits. Canadian singer/songwriter Bruce Cockburn scheduled to speak.

Location: Rideau Street Foyer, Government Conference Centre

Time: 1230 - 1315 hrs

NGO/Parliamentarians Consultations.

Part I: Roundtable. "Setting the Stage: AP Mines and the International Community." Panelists include Stephen Lewis (UNICEF); Steve Goose (International Campaign to Ban Landmines); Ken Rutherford (Landmines Survivors Network) and Senator Peter Bosa (International Parliamentary Union).

Location: Sussex Room, Government Conference Centre

Time: 1530 - 1645 hrs

NGO/Parliamentarians Consultations.

Part II: Strategy Session. "NGO-Parliamentarian Agenda for Action." Panelists include Senator Patrick Leahy (USA); Ernie Regehr (Project Ploughshares); Jan Willem Bertens (European Parliament).

Chair: Francis LeBlanc, Member of Parliament (Canada) and Parliamentary Secretary to the Minister of Foreign Affairs

Location: Sussex Room, Government Conference Centre

Time: 1700 - 1800 hrs

Public Mines Awareness and Fund-Raising Concert featuring Ashley MacIsaac.

Location: Ottawa Civic Centre

Time: 2000 - 2300 hrs

Cost: \$26.75 - Tickets available at the door or call 1-800-361-4595

FRIDAY, OCTOBER 4

Open Session. Panel Presentation I: "Towards a Global Ban on AP Mines." Panelists include Cornelio Sommaruga, International Committee of the Red Cross; H.E. Ambassador Johan Molander (Sweden); Senator Patrick Leahy (USA) and Stephen Lewis, UNICEF.

Chair: Honourable Christine Stewart, Secretary of State (Latin America and Africa)
Location: Main Hall, Government Conference Centre
Time: 0830 - 1030 hrs

Information Exchange II: discussion of regional actions to support a global ban.

Location: Main Hall, Government Conference Centre
Time: 1100 - 1230 hrs

NGO/Academic Panel. Panelists include Don Hubert (Dalhousie University); Peter Herby (Legal Division, International Committee of the Red Cross); Noala Skinner (Kings College, Cambridge); Calib Rossiter (Demilitarization for Democracy) and David Gowdey (author of *Hidden Killers*).

Moderator: Perez Morangi Nyamwange, POVOADA (Canada-Angola NGO)
Location: Sussex Room, Government Conference Centre
Time: 1430 - 1730 hrs

SATURDAY, OCTOBER 5

Panel Presentation II: " An Integrated Approach to the AP Mine Challenge." Panelists include Hans Klingenburg (Foreign Ministry, Denmark); Jerry White (Landmines Survivors Network); Ed Tsui (UN Department of Humanitarian Affairs) and Linda Tripp (Mines Action Canada).

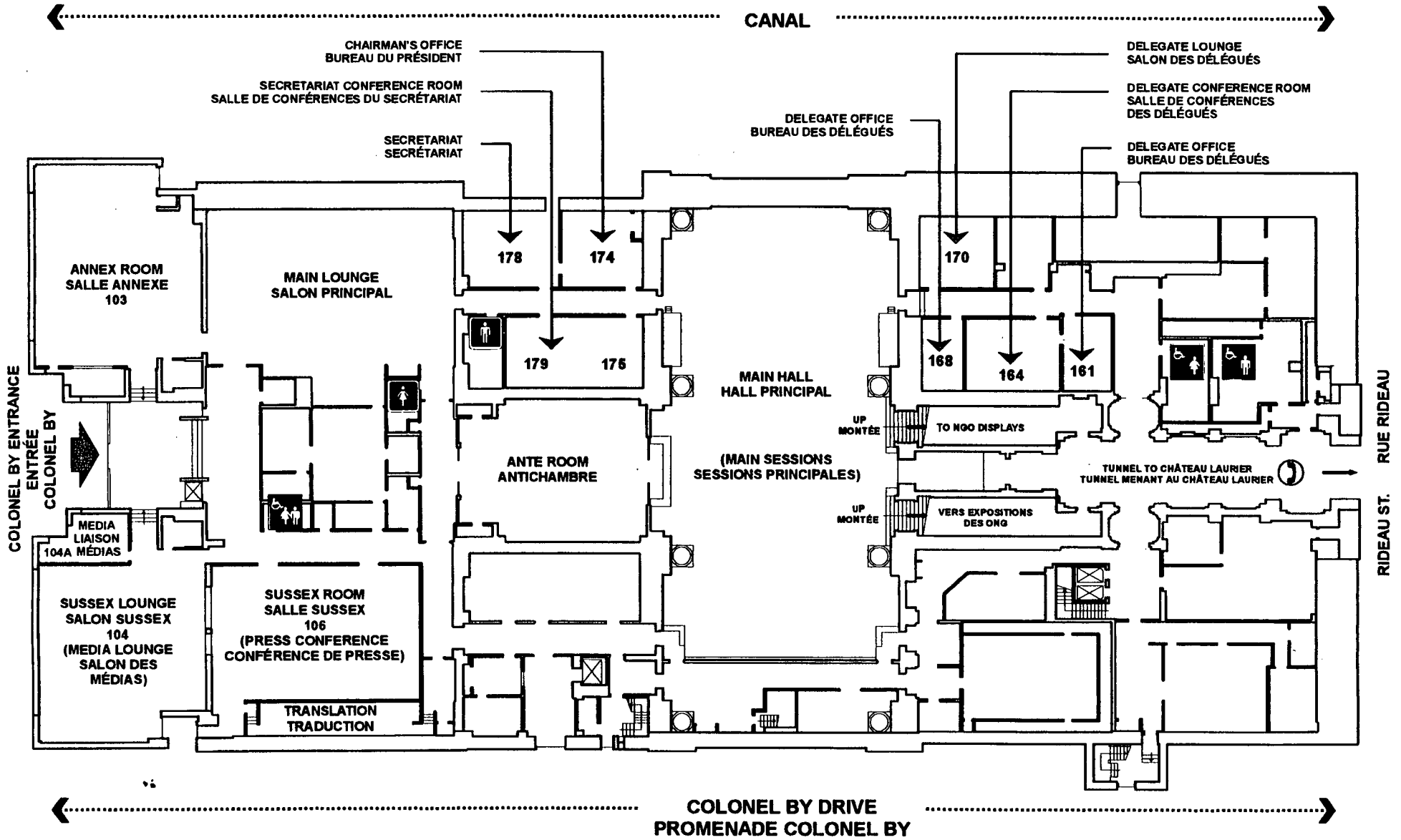
Chair: Australia
Location: Main Hall, Government Conference Centre
Time: 1300 - 1500 hrs

Closing session to be attended by Minister of Foreign Affairs Lloyd Axworthy and Minister of National Defence David Collenette.

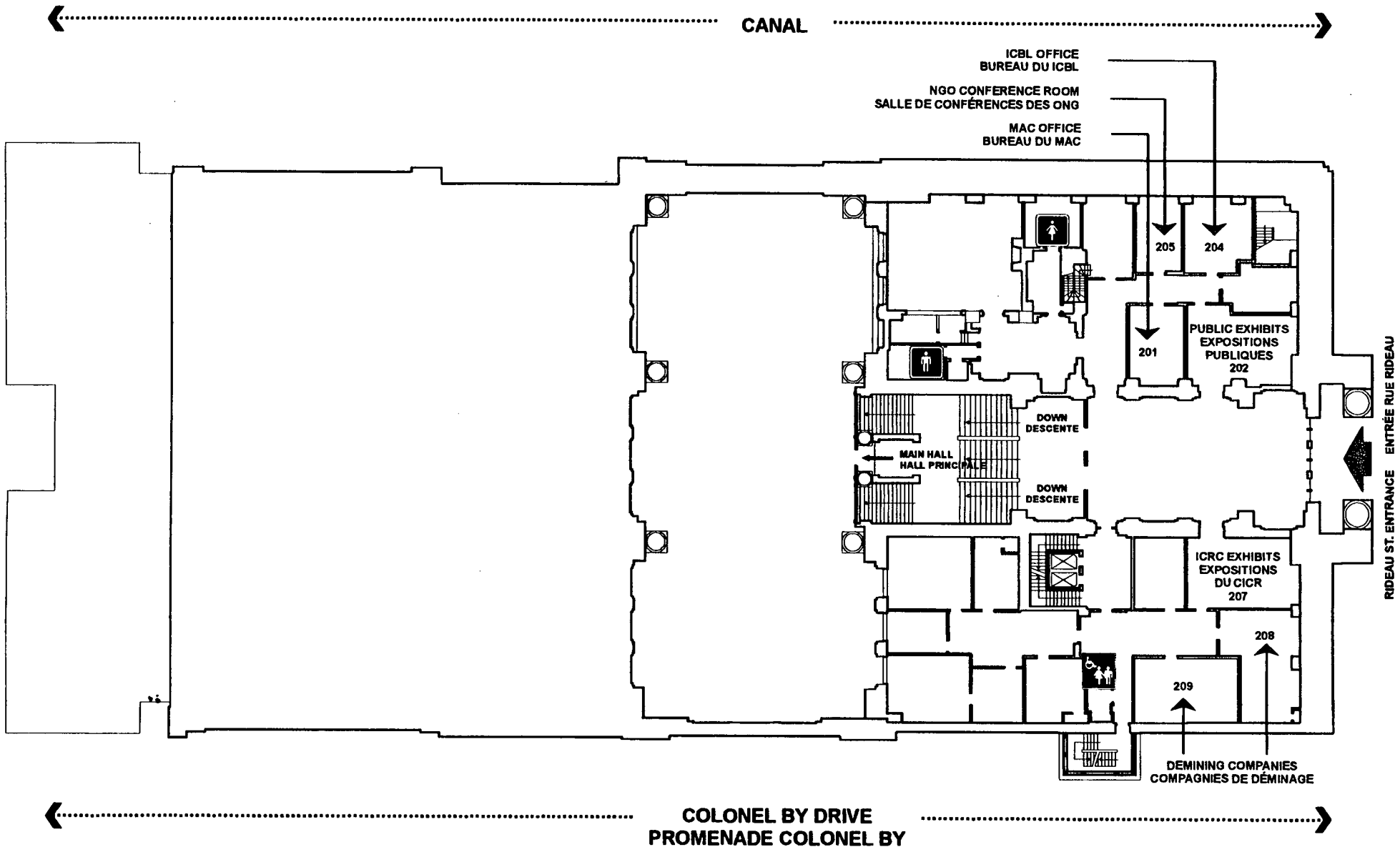
Location: Main Hall, Government Conference Centre
Time: 1530 - 1630 hrs

Wrap-up news conference.

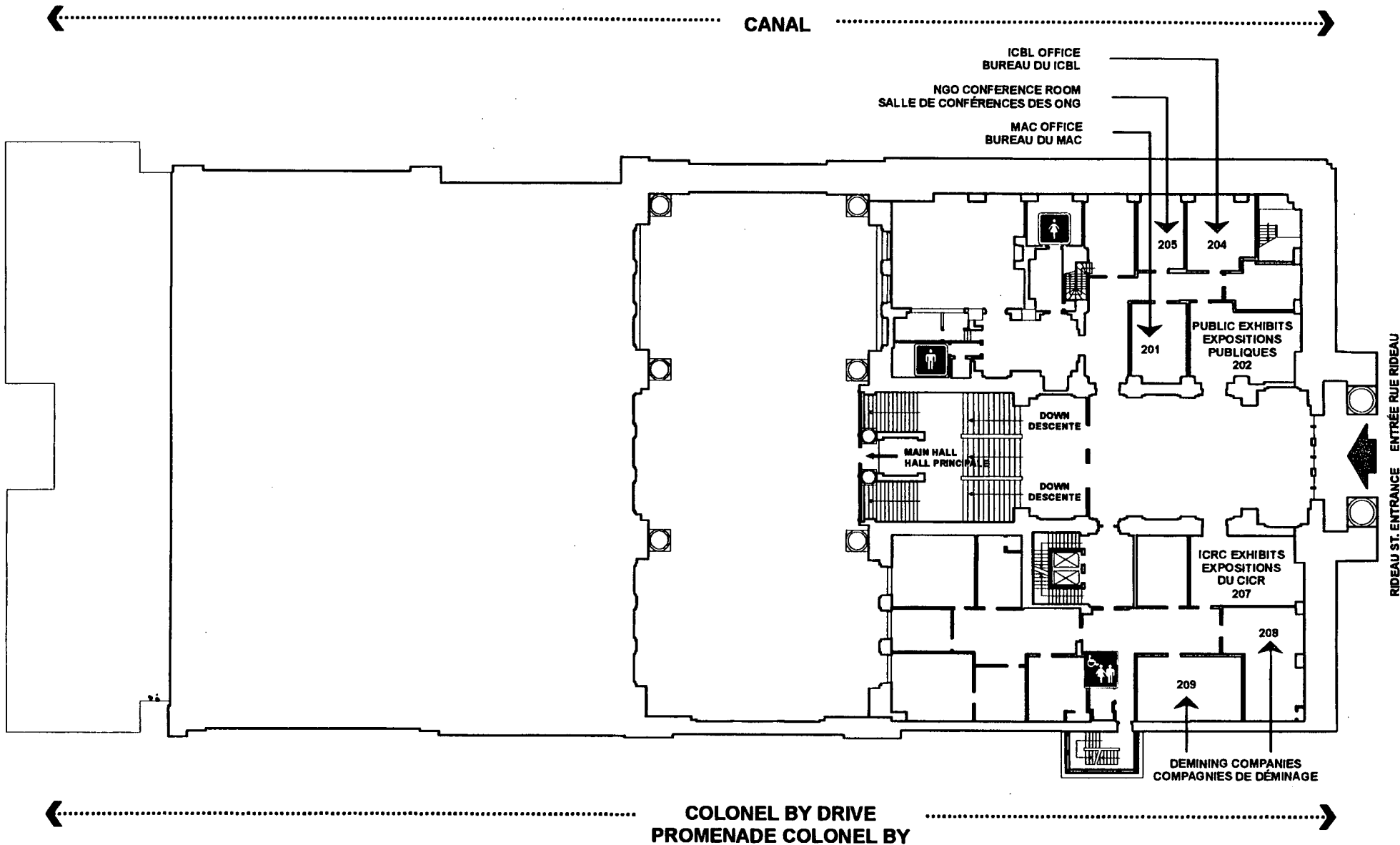
Location: Sussex Room, Government Conference Centre
Time: 1630 - 1700 hrs



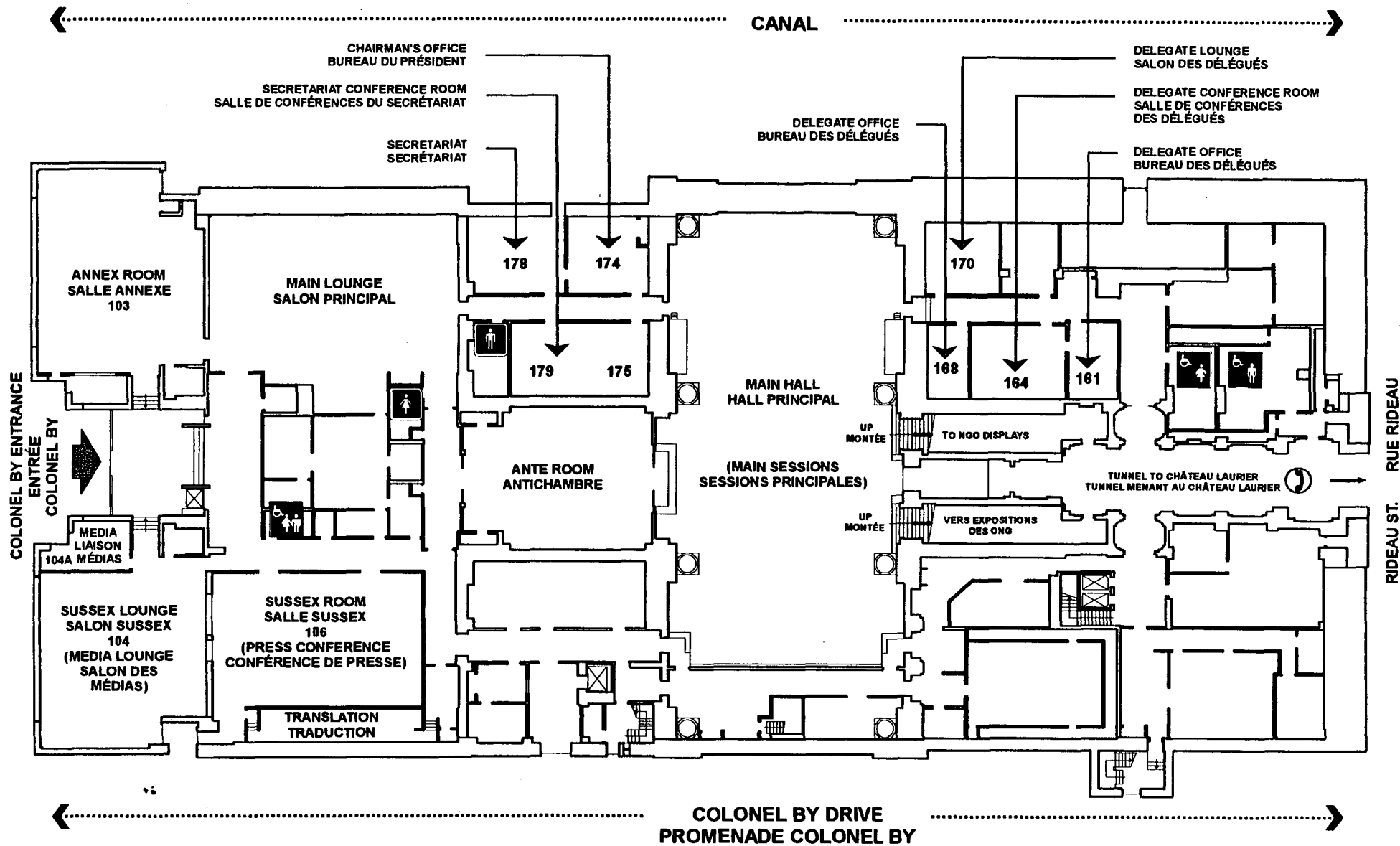
**GROUND FLOOR OF GOVERNMENT CONFERENCE CENTRE
 REZ-DE-CHAUSSÉE DU CENTRE DES CONFÉRENCES DU GOUVERNEMENT
 2 RIDEAU ST/ 2 RUE RIDEAU**



**SECOND FLOOR OF GOVERNMENT CONFERENCE CENTRE
DEUXIÈME ÉTAGE DU CENTRE DES CONFÉRENCES DU GOUVERNEMENT
2 RIDEAU ST/ 2 RUE RIDEAU**



**SECOND FLOOR OF GOVERNMENT CONFERENCE CENTRE
 DEUXIÈME ÉTAGE DU CENTRE DES CONFÉRENCES DU GOUVERNEMENT
 2 RIDEAU ST/ 2 RUE RIDEAU**



**GROUND FLOOR OF GOVERNMENT CONFERENCE CENTRE
 REZ-DE-CHAUSSÉE DU CENTRE DES CONFÉRENCES DU GOUVERNEMENT
 2 RIDEAU ST/ 2 RUE RIDEAU**